ENGLISH PAGES: 7,11

Kreyòl: Paj 6

Lè manke gid, pèp la gaye! OBSERVATEUR

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc. www.haiti-observateur.ca Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820 haiti_observateur@yahoo.com New York: \$1,00 Partout ailleurs: 1,50 \$ Haïti: 20 gourdes Tél. (718) 812-2820

VOL. LII, No. 26 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

29 juin - 6 juillet 2022

LES LAVALASSIENS NOSTALGIQUES MOBILISES

Aristide incriminé dans

l'assassinat de Jovenel Moïse

Suite aux révélations de Joël Joseph John, Titid interrogé par le FBI..

Par Léo Joseph

Lime, représentante spéciale, en La visite auprès de Jean-Bertrand Haïti, du secrétaire général des

Aristide, de Helen Meagher La Nations Unies, et cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) a déclenché une

vague d'initiatives autour de la manifestations lancées, la prepersonne de l'ex-président,

mière aux Cayes, dans le dépar-

EN DÉPIT DES PROPOS RASSURANTS DES UNS ET DES AUTRES

La crise de carburant est bien réelle Les pompes face aux distributeurs ambulants...

Léo Joseph

La gazoline se fait terriblement rare, dans les pompes à essence, à



Le plus grand format de recipient disponible, le gallon, pour la distribution d'essence sur le marche informel.

la capitale, comme dans les villes de province. Les prix grimpent au gré des distributeurs clandes-



Le format intermediaire de la bouteille destinée à la vente de gazoline.

tins, en théorie, mais qui font une concurrence inexplicable aux stations-service. Au moment où les autorités concernées semblent se laver leurs mains, pratiquant, semble-t-il, la politique de « lese grennen », la situation se complique encore davantage, car mettant les consommateurs aux

La distribution de produits pétroliers n'est plus assurée régulièrement par les pompes, partout, dans les dix départements, mais également à Port-au-Prince, à la barbe du ministère du Commerce et de l'Industrie ayant la responsabilité du contrôle des

Suite en page 5



Helen Meagher La Line garde le silence concernant sa visite chez Aristide.

secrétaire général à vie du parti politique Fanmi Lavas. Nostalgiques des opportunités de « ramassage » de millions qui leur ont été offertes, sous le régime d'Aristide (deuxième version), ils veulent à tout prix en refaire l'expérience. D'où les deux



Jean-Bertrand Aristide quelque 15 ans plus tôt.

tement du Sud, la deuxième, à Port-au-Prince, dimanche (26 juin), qui ont attiré la grande foule, dont celle de la capitale, au moins 10 000 fanatiques, selon les estimations les plus conservatrices. Ceux qui connaissent bien

Suite en page 2

LE GANG 5 SECONDES VA-T-IL CONTINUER SES CONQUÊTES ?

Izo menace d'envahir le Sénat

Les élus ont-ils évacué vraiment l'immeuble ?

Par Léo Joseph

Ceux qui minimisent les menaces d'Izo, chef du Gang 5



Le sénateur Joseph Lambert chassé du Sénat par Izo.

de Dieu, à l'entrée sud de la capitale, feraient mieux de se détromper. Après la prise d'assaut du



Senateur Ralph Faithiere a mis Izo en colere.

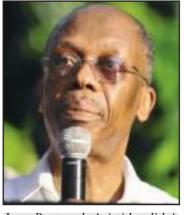
Secondes, qui règne sur Village Tribunal de première instance (TPI) de Port-au-Prince, que lui et ses hommes continuent d'occuper, voilà déjà deux semaines, il menace d'infliger le même sort à l'immeuble logeant le Parlement haïtien.

> En effet, il semble que l'information soit gardée sous le sceau du secret, le président de l'institution n'ayant pas jugé nécessaire de communiquer l'intention du patron des malfrats de ce bidonville à la nation.

> > Suite en page 13

HAPPENINGS!

Orchestrating a return of Aristide to consolidate the catastrophe in Haiti



Jean-Bertrand Aristide didn't come out to greet demonstrators massing in front of his house..

By Raymond A. Joseph

The thousands who marched last Sunday in Port-au-Prince, ending their pilgrimage in front of the residence, in Tabarre, of Jean-Bertrand Aristide, calling on "Father, please Father, save us." are part of a well-orchestrated campaign to bring back the former priest-turned-connivingpolitician as Haiti's "Savior," especially at a time that the country is overtaken by gangs. Such is the power of corruption and Continued on page 7



LES LAVALASSIENS NOSTALGIQUES MOBILISÉS Aristide incriminé dans l'assassinat de Jovenel Moïse

Suite aux révélations de Joël Joseph John, Titid interrogé par le FBI..

Suite de la page 1

la situation dans laquelle se trouve l'ex-prêtre défroqué-président y voient une mobilisation de «moutons de Panurge».

En effet, bien que Mme La Lime n'ait émis aucun communiqué, dans la foulée de sa rencontre avec M. Aristide, en sa résidence, à Tabarre, faubourg situé au nord de la capitale, dans le monde des lavalassiens, il lui est attribuée la responsabilité de convaincre son hôte de faire le sacrifice de sa vie en acceptant d'assurer la « présidence intérimaire pour une durée de trois ans». De son côté, l'intéressé, surnommé aussi « le baron de Tabarre », n'a pas jugé opportun d'affirmer, ni d'infirmer la rumeur, accréditée par certains, qui semble donner une nouvelle impulsion au mouvement Lavas. La concrétisation de cette hypothèse — car s'en est bien une signifierait la mise au rancart de tous les acteurs impliqués dans les négociations (somme toute présentement en veilleuse) avec le Premier ministre de facto, autour de la solution de la crise et la mise en place d'une équipe issue d'un accord consensuel pour permettre à une équipe d'exercer provisoirement le pouvoir exécu-

Depuis les articles du New York Times faisant un « héro » d'Aristide, pour avoir dénoncé et demandé la restitution de la rancon que la France avait arrachée à Haïti, en retour de la reconnaissance de son indépendance, ce dernier avait affiché une réaction discrète. Son attitude a quelque peu changé, après la visite de la représentante du secrétaire général de l'ONU, qui a, en quelque sorte, ouvertement enflammé les partisans du prêtre défroqué, alors qu'il manipulait discrètement ses ouailles. Désormais, suivant les mots d'ordre de son leader discrètement communiqués, Fanmi Lavalas est en mode manifestations de rues. Mais pour des raisons toutes autres que la « la présidence intérimaire pour trois ans », telle que cette propagande est véhiculée dans les réseaux sociaux.

En tout cas, dans le cadre de la mobilisation générale de la grande foule, afin de démontrer la « popularité incontournable »

d'Aristide, comme il l'avait fait lui-même lorsqu'il était en exil, à Washington, lâchant ses hordes avec les membres de ses organisations populaires comme fer de lance, les meneurs lavalassiens attirent les militants et sympathisants, d'abord, dans les rues de la ville des Cayes (dans le Sud), la semaine dernière; puis, plus de 10 000 à Port-au-Prince, dimanche (26 juin).

Cette foule de lavalassiens est partie du carrefour de l'aéroport



Ariel Henry accusé avant Aristide d'avoir trempé dans l'assassinat de Jovenel Moïse.

(Kafou Resistans) longeant Delmas pour rejoindre un autre groupe qui attendait à Gérald Bataille avant de continuer le parcours, jusqu'à la résidence de Jean-Bertrand Aristide.

Les manifestants ont été quelque peu déçus que l'objet de leur adoration ne s'est pas présenté pour accuser reconnaissance de leur présence, bien qu'ils se soient montrés dociles, pour la circonstance. Ils ignorent le fait que M. Aristide soit sous le coup d'un « entente secrète » l'obligeant à éviter toute implication dans la politique, en Haïti. De toute évidence, il ne voudrait pas que son apparition devant des milliers de manifestant criant à cor et cri, pour qu'il assume la présidence intérimaire du pays, ne soit assimilée à la politique : «Atansyon pa kapon!».

Helen Meagher La Lime à Tabarre dans le cadre d'une visite spéciale?

Pendant que, dans le monde de Fanmi Lavalas, à la présence de Helen Meagher La Lime est donnée pour motif de convaincre Mildred Trouillot, l'épouse de l'ex-président, d'accepter la responsabilité de la présidence intérimaire d'Haïti pour une période de trois ans, d'autres informées communiquées dans des milieux diplomatiques évoquent d'autres

raisons.

Ces sources, qui souhaitent rester anonymes, font croire que Mme La Lime accompagnait des agents du Federal Bureau of Investigation (FBI), qui avaient pour mission d'interroger M. Aristide, par rapport aux révélations faites à son sujet par l'exsénateur d'obédience lavalassienne se trouvant présentement en détention préventive aux États-Unis. Joël Joseph John a été transféré, de Kingston, Jamaïque, à Miami, Floride, après que la Justice américaine eut négocié et obtenu son expulsion. Craignant pour sa vie, s'il était expulsé vers son pays d'origine, Joël Joseph John, qui s'était vu refuser l'asile politique par les autorités jamaïcaines, avait opté pour être remis aux Américains.

Ayant pris, ce jour-là, les dispositions pour assurer la sécurité du personnel onusien accompagnant Mme La Lime, ainsi que les agents du FBI, un important détachement de policiers était déployé. Il s'agissait d'écarter toute interférence, sinon attaque possible de gangs armés, dont est infecté la zone de Tabarre. Surtout, en raison de la duplicité d'Aristide, s'il aurait eu l'intention de faire une démonstration de force pour tenir en respect les visiteurs.

Joël Joseph John s'est mis à table aux dépends d'Aristide

Créature politique de Lavalas, surtout évoluant dans le giron de René Préval, Joël Joseph John, qui se fit « élire » sénateur, grâce à la bénédiction de ce dernier, il a recu sa lettre d'anoblissement de Jean Bertrand Aristide. Ce qui semble justifier les rumeurs ayant fait de lui un des habitués de la villa de l'ex-président, à Tabarre. Aussi, une fois cité dans le rapport d'enquête de la Direction centrale de la Police judiciaire, comme étant partie prenante de la conspiration ayant abouti, le 7 juillet 2021, à l'assassinat de Jovenel Moïse, dans les conditions que l'on sait, l'ex-sénateur John, désormais en cavale, devait se donner un « lieu imprenable » pour cachette. Dès lors, s'accréditait, dans certains milieux, la rumeur le mettant « en résidence» chez Aristide.

Se montrant coopératif, car voulant minimiser la peine qui lui sera infligée, dans le cadre de son

procès éventuel, l'ex-sénateur haïtien s'est mis à table, au détriment d'Aristide.

Les mêmes sources diplomatiques ont révélé que Joël Joseph John s'est présenté comme un «témoin hautement crédible » au responsables de FBI, suite aux révélations qu'il a faites. Selon lui, les gens ayant pris part à la conspiration, qui a culminé à la mort violente du président de facto défunt Jovenel Moïse, se



Une version plus jeune de Joël Joseph John.

réunissaient aussi chez l'ancien président. Il semble que les confessions de M. John portent aussi sur le financement des opérations, dont les précisions n'ont pas été clairement définies.

Toutefois, il était interrogé, de long en large, sur l'origine des fonds qu'il avait à sa disposition. Surtout quand il est connu comme une personne aux ressources limitées. D'ailleurs, des sources familiales ont indiqué que, faute de moyens, il n'a pas pu finir sa

Joël Joseph John a été interrogé surtout sur l'origine des fonds dont il disposait pour payer, en Haïti, la location des véhicules qu'il aurait mis à la disposition des membres de l'équipe déplovée dans l'assassinat; où se cachait-il tandis qu'il était en cavale, activement recherché par la Police; comment avait-il pu, en toute sécurité, négocier les arrangements liés à son voyage à destination de la Jamaïque avec sa femme et leurs deux enfants; et qui en assumait les frais?

La question relative au coût de son logement avec sa famille, à Kingston, ainsi que les frais liés à son séjour. Des questions pertinentes inspirées du fait qu'il était connu pour avoir de fortes sommes d'argent avec lui, pendant qu'il se trouvait à la Jamaïque. Les enquêteurs fédéraux, dit-on,

ont insisté sur l'information selon laquelle l'ex-sénateur aurait offert USD 1 million \$ aux policiers jamaïcains pour le libérer. Au sein de la famille de Joël Joseph John, l'idée qu'il aurait offert cette forte somme d'argent pour obtenir sa libération est écartée d'un revers de main. Mais pour avoir l'audace de faire une telle proposition, il doit avoir une source de financement dont il était sûr de la disponibilité.

Dans le cadre des séances d'interrogation de M. John, par les agents fédéraux, il ne faut pas écarter la possibilité de son orientation politique, notamment le rôle qu'aurait voulu assumer Aristide dans un pays libéré de Jovenel Moïse et du régime PHTKiste.

Quant à la visite d'Ariel Henry à Aristide, d'aucuns pensent qu'elle s'explique par l'orientation des négociations inter-haïtiennes dans une nouvelle direction. Mais il est important de se rappeler le rôle qui lui a été attribué, dans l'assassinat de Moïse, par la DCPJ. Dans la mesure où se confirment les révélations de l'ex-sénateur faisant de la maison d'Aristide le lieu d'accueil des conspirateurs, le Premier ministre de facto serait alors considéré comme un « co-conspirateur ».

Tous ces faits pris en considération, des rebondissements pourraient surgir à tout instant. Dans de telles conditions, Aristide est condamné à continuer la manipulation des lavalassiens, afin d'éloigner de lui une implication publique possible dans l'assassinat de Jovenel Moïse. Nonobstant les slogans faisant l'éloge de prêtre défroqué exprimant l'« amour et l'admiration » des militants, il faut jamais oublier que, dans cette nouvelle mobilisation s'engagent des mercenaires occasionnels exigeant «rémunération».





NOUVELLES BRĒVES EŢ COMMENTAIRES L'ACTUALITÉ EN VRAC

Une manifestation monstre orchestrée par Aristide s'est heurtée à la réalité

Ils étaient au moins dix milles à défiler dans les rues, dimanche, 26 juin, allant du carrefour de l'aéroport, dit Carrefour de la Résistance, longeant la route de Delmas, jusqu'à Delmas 33 où les manifestants ont bifurqué pour se rendre au Boulevard 15 octobre, afin d'atteindre la villa de l'ex-président, à Tabarre. Des milliers d'autres militants y attendaient déjà, qui lançaient des slogans tels que « Papa nou bezwen w pou sove peyi a! » (Papa, nous avons besoin de toi pour sauver le pays!)

À noter dire que, tout au long du parcours d'environ 7 kilomètres, jusqu'à Tabarre, d'autres partisans perchés sur des toits saluaient la foule. Émergeant des corridors, certains couraient, lançant des cris de joie, car il s'agissait de la « Manifestation d'amour pour le rétablissement de la paix et de la sécurité avec Aristide », selon ce qui était exhibé sur un dépliant.

En effet, un événement bien chorégraphié. Il semble qu'on y travaillait depuis la sortie de la série d'articles concernant « La Double dette » d'Haïti dans le quotidien The New York Times, les 20-22 mai derniers. L'on avait commencé ce que d'aucuns assimilent à la « résurrection d'Aristide » qu'on avait présenté comme un héros pour sa déclaration, en 2003, dénonçant le vol, à main armée, pour ainsi dire, perpétré sur Haïti, qui a passé quelque 122 ans, de 1825 à 1947, à payer la dette de 150 millions de francs or, réduite à 90 millions, imposée au pays sous la présidence de Jean-Pierre Boyer. Cette somme équivaut aujourd'hui entre 21 et 28 milliards de dollars U.S., selon les calculs des experts en la matière. Et le New York Times d'ajouter que, selon d'autres calcuis, ajoutant les profits de ces valeurs durant toutes ces années, indiquerait que la somme à restituer à Haïti avoisinerait les 114 milliards de dollars (114 000 000

000,00 \$).

Et Aristide aura payé très cher son effronterie quand, un an après sa déclaration contre la France, il aura été renversé, le 29 février 2004, dans un complot ourdi par la France et les États-Unis. Exilé depuis lors, il ne retournera au bercail qu'en 2011. Mais il a maintenu un silence étourdissant, jusqu'à présent, quand bien même il tirerait lesficelles derrière la scène.

En effet, depuis la publication des articles du New York Times, faisant un martyr d'Aristide, nous avions déduit qu'il y avait anguille sous roche. Cela a continué avec des annonces anodines de visite de l'ancien président de la parte d'importantes personnalités politiques lui suggérant d'accepte la « présidence provisoire » ou même de devenir « gouverneur », tout en évitant d'enfreindre la Constitution qui n'autorise que deux mandats au président. Alors quid du titre « gouverneur », une fonction non prévue dans la charte fondamentale ? Voilà une autre histoire, puisque ce sont les gros bonnets de la « communauté internatio*nale* » qui tireraient les ficelles.

Mais la grande surprise était la visite, le 2 juin, de l'ambassadeur français à Port-au-Prince, Fabrice Mauriès, au cours de laquelle a été abordé le sujet de la « collaboration » de la France avec la Fondation Aristide, dans le cadre de certains projets, surtout qu'un hôpital arborant le nom d'Aristide doit bientôt faire partie du complexe où se trouve logée l'Université Aristide et sa faculté de médecine.

On notera que, suite à sa visite à la Fondation Aristide, le diplomate français a émis un communiqué ainsi libellé : « À l'invitation de Mme Aristide », il a effectué une visite à la fondation. Toujours, parlant de la campagne pro-Aristide, le chef lui-même a brillé par son absence. Pas de photo de l'ambassadeur avec

l'ex-président.

L'ambassadeur Benjamin Dupuy dit des vérités crument

En tout cas, quelqu'un d'autre, qui avait gardé le silence depuis des années, s'est fait entendre. Il s'agit de l'ex- « *ambassadeur iti-nérant* » lavalassien Benjamin « Ben » Dupuy, qui avait entrepris des démarches pour le gouvernement d'Aristide, même en Chine continentale.

Dans une rubrique publié dans *Boukan News*, qui m'a été



Claude Joseph, absent du ministère des Affaires étrangères, mais la déprédation continue via ses ouailles, aux consulats.

acheminé, il se porte en faux contre les mamours de Lavalas à la France. Il y voit la corruption. Aussi dit-il : « La France fait des 'yeux doux' à Aristide. Visite de l'université et de l'école de médecine privés d'Aristide. Non à toute tentative de corruption! La dette de l'Indépendance revient au peuple haïtien, non à aucun 'ancien ou nouveau Président'. Seul un gouvernement légitime aura le droit de recevoir et gérer cette 'restitution' pour le bien du plus grand nombre. Non à toute tentative de 'privatiser cette dette'. Aucune autre magouille ».

Enfonçant le couteau dans la plaie, l'ambassadeur Dupuy n'a pas mâché ces mots en dénonçant ce qu'il qualifie de pratique de corruption dans les rapports de la France avec des leaders africains, se fait maintenant avec des « leaders lavalassiens ».

M. Dupuy soutient que la série d'articles dans le New York Times a causé un remous au sein de la diplomatie française. « Le Quay Dorsay s'empresse de 'sauver son visage' à la manière de 'France-Afrique', écrit-il, ajoutant « la corruption d'un ou plusieurs hommes politiques! La politique de Taïwan vis-à-vis de nos 'leaders lavalassiens' pour maintenir la reconnaissance diplomatique d'Haïti ».

Et il a posé des questions embarrassantes : « D'où sont venus les millions de \$ pour financer le bâtiment de 'La Fondation Aristide', l'Université Aristide, l'Hôpital Aristide et la fameuse résidence de Tabarre ? » Et M. Dupuy de répondre lui-même : « Certainement pas des revenus de 'Saint Jean Bosco! Suivez mon regard! » Il a aussi ajouté: « La réconciliation avec le dévergondé 'Swit Micky'. Selon sûrement les ordres de Hillary Clinton. On est à la veille d'une autre farce: Transition d'Ariel à? » Ainsi finit sa sortie spectaculaire. Assurément il sait de quoi il

Autres dénonciations du « Baron de Tabarre »

Ben Dupuy n'est pas le seul à tirer à boulets rouges sur le « baron de Tabarre », qui se cache derrière d'autres — et pas des moindres — pour se refaire une virginité. Il a, certainement, dépensé des millions de dollars, provenant de l'argent mal acquis, pour financer la campagne tous azimuts de ceux qui le présentent comme un héros et demandent son retour sur la scène politique en tant que « sauveur » d'Haïti dans la tourmente.



À l'encontre des dizaines de milliers sur le macadam, suppliant « Papa » de les « sauver contre l'insécurité », s'était exhibé un jeune homme, de la nouvelle génération, dont le nom n'est pas exhibé, dans une vidéo sur les réseaux sociaux, dénonçant les méfaits d'Aristide. Empruntant les propos de feu le professeur Leslie Manigat, il dénonce ce qu'il dit être un retour à ses « vomissures ».

Mais, beaucoup plus percutant, Guy Philippe a offert une vidéo colportée aussi sur les réseaux sociaux. De la prison fédérale, aux États-Unis, où il purge une peine de neuf ans depuis 2017 pour son implication dans le commerce de stupéfiants, il s'adresse à Aristide, en créole, lui rappelant certaines vérités.

En tout premier lieu, il dit qu'Aristide paraît « oublier » que c'est lui « responsable de la situation actuelle du pays ». Pour étayer ses dires, il avance : « C'est vous qui avez décrété un embargo contre le pays, détruisant l'économie. Mais une fois retourné au pays, sous la protection de 24 000 Marines, c'est vous qui avez donné tous les privilèges aux oligarques. À deux reprises, en 1994 et en 2004, vous avez livré le pays aux forces étrangères et détruit l'Armée d'Haïti, causant le chaos actuel. Mais après avoir détruit l'Armée, vous êtes devenu chef des gangs. N'oubliez pas que c'est vous qui avez organisé les gangs de l'Armée rouge. C'est vous qui avez fait assassiner Marie Christine Jeune, parce qu'elle refusait de presser la main à un chef de gang. Vous l'avez fait violer ». De plus, Guy Philippe accuse le président Aristide d'être à l'origine des élections bidon, « Élection 100 pour 100 », dit-il. Alors comment peut-on faire appel à ce monsieur pour organiser des élections crédibles?

La dernière accusation, à elle seule, discrédite l'ex-président qui est décrit comme un criminel jouissant des fruits de son crime. Voici Guy Philippe dévoilant un secret lourd de conséquences : « Cette université, à partir de laquelle vous parlez, est bâtie sur le terrain d'un paysan que vous avez fait tuer pour accaparer sa propriété ».

Suite en page 14

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ Lambert, plus haute autorité politique légale légitime élue, en Haïti LE SÉNAT SIÈGE EN PERMANENCE

Par Dan Albertini

Entre (), Macron doit quitter la présidence rotative semestrielle de l'Europe, comme Sarkozy, le 1^{er} juillet prochain, sans succès ni gloire, mais avec un profond désaveu local. L'autre présidence rotative suivra. Fermons-les ()

Un an depuis que le monde *politico* foule aux pieds le rôle crucial inscrit dans l'esprit même de la Constitution haïtienne. Constat, **RACISME** à Ottawa, le Canada empêche l'exercice constitutionnel du **SÉNAT** d'Haïti.

Le Sénat de la République siège en permanence pourtant, et tout le monde le sait. Pourquoi vouloir *by passer* le Parlement et le rôle du Sénat pour créer un correctif qui n'existe pas, pour l'exécutif? C'est sur le principe de la reconduction du Budget quand il n'y a pas de vote validant un nouveau budget, par cette institution [que le président Martelly a fait d'ailleurs, avec Kato, avant de partir] que s'imbrique l'inviolabilité de la position étatique politique de Lambert dans la logique de la Constitution sans détour ni besoin d'ajustement.

Depuis l'Ouverture de 1803 pour réaliser 1804 pour Haïti comme État souverain, confirmé par la Constitution de 1986, bien plus que la haute distinction honorifique, le sénateur Joseph Lambert est la plus haute autorité politique légale légitime élue, en Haïti. Pour le pays où le Sénat de

la République siège en permanence. Sinon le diplomate n'est plus ambassadeur...

Brusquement, le Parlement, par le bras du Sénat en siège per-

Brusquement, le Parlement, par le bras du Sénat en siège permanent, perd le droit de convocation pour un usurpateur, un imposteur politique, pour Dr Ariel Henry, qui est devenu un escroc par la force des actions interna-

TERIF

Sénateur Joseph Lambert.

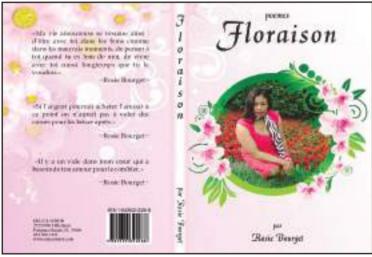
tionales qui le valident, au mépris du peuple souverain d'Haïti, tandis que pour le Venezuela, avec Juan Guaido contre Maduro, la politique étrangère canadienne, en particulier, a tout fait pour l'imposer, s'appuyant sur une forme manipulatrice de la Colombie. Résultat : la tradition raciste de la politique colombienne perd le pourvoir, au profit d'anciens révolutionnaires élus à la déception du Canada devenu un accroc démocratique par l'intrusion dans les affaires internes d'autres Nations, comme si le Québec, à l'image de Taïwan, volée aux Chinois, et Kiev en discussion, où Trudeau n'a pas été élu pour partir en guerre, et entraîner le Canada, les Canadiens, en guerre aussi, après la COVID-19. Loi martiale en vue?



La rumeur circule sur le fait de Joseph Lambert ciblé par le FBI, sans preuve établie, sans jugement de la justice haïtienne, sans condamnation internationale pour crime attitré par les conventions en vigueur. Mais, les erreurs volontaires pour aboutir à l'Arrêt R. Jordan, au Canada, qui a vu libérer tant de vrais criminels, d'accusés pour se réorganiser dans la société, les MOBS, aux États-Unis d'Amérique aussi, mais on veut faire croire à une culpabilité héréditaire pour cause d'indépendance haïtienne depuis l'empereur J-J Dessalines assassiné en 1806. C'est le racisme pourtant dénoncé par Justin Trudeau dans le passé seulement qui prévaut dans les compréhensions des responsables politiques et de gestion du Ministère des Affaires étrangères du Canada, quand, N. Bouchard et confrères ne savent même pas *l'abécédaire* des **RI**, et sont en quête d'information salvatrice auprès même de ceux qu'ils prétendent assister.

Depuis l'Affaire de 2004 où un coup d'État (ou démission ?) avait forcé le président J-B Aristide à prendre l'exil dans des circonstances même interdites par la Constitution haïtienne, un autre coup d'État vient affaiblir la République d'Haïti en conspuant contre le Sénat et son pouvoir légal. Il n'est pas ici de confondre la présidence du pays par la présidence du Sénat par Joseph Lambert. En outre, il est la plus haute autorité politique légale légitime élue, en Haïti, par qui, d'où le Sénat, doit passer toute décision politique, avec pouvoir de convocation. Le considérant associé fait foi de la démarche.

Le reste est un crime dans lequel participe le gouvernement de Justin Trudeau, contre l'État souverain [Ariel Henry est le Jean Conzé nouveau qui a trahi le pays], cela doit cesser sans délai, c'est le risque qu'il fait courir à tout Canadien qui quitte le pays.







DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (**Suite 103**) Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

La crise de carburant est bien réelle Les pompes face aux distributeurs ambulants...

EN DÉPIT DES PROPOS RASSURANTS DES UNS ET DES AUTRES

Suite de la page 1

prix. Ce dernier braque les yeux ailleurs, ne voyant pas que le prix du gallon se vend jusqu'à 800 gourdes, voire même 1 000 gourdes par les vendeurs ambulants, qui ont éclipsé les pompistes. Il semble que ces derniers, s'auto-infligent cette concurrence qui leur permet, semble-t-il, d'augmenter les prix à volonté, avec impunité.

De toute évidence, le marché informel de la gazoline se fait dans un contexte dangereux, par rapport aux incendies potentiels que peut provoquer ce genre de distribution de ce produit extrêmement inflammable. Mais aussi par le fait que, sujet aux aléas d'un marché peu rassurant par rapport à la disponibilité de stock, trop souvent constatée auprès des pompes, les automobilistes préfèrent se présenter là où s'installent les marchands ambulants et où l'approvisionnement est presque toujours possible, bien que les prix restent ceux du marché noir.

En effet, les marchands ambulants distribuent leur stock dans des récipients contenant un gallon et dans des bouteilles ayant la capacité du cinquième de gallon et la moitié du cinquième de gallon, respectivement.

Le gallon d'essence se vend, le plus souvent, à 750 gourdes. 150 gourdes le cinquième de gallon et 75 gourdes la moitié du cinquième de gallon. Dépendant de l'ambiance, le vendeur peut ne pas hésiter à demander jusqu'à 1 000 gourdes, 200 gourdes ou 100 gourdes respectivement pour ces contenants.

Il faut signaler le danger d'incident toujours présent dans le contexte de distribution clandes-



Ricardin Saint-Jean, ministre du Commerce et de l'Industrie, s'en lave les mains.

tine ou ambulante de produits pétroliers, par les temps qui courent. Les récipients dans lesquels sont vendus la gazoline au site du marchand ambulant, ces jours-ci, sont remplis à l'avance, à l'aide d'une chantepleure, qui est un entonnoir au long cou. Ce genre d'opération invite à prendre toutes sortes de précaution, car le transfert de ce liquide hautement combustible, à des bouteilles ou des gallons en plastique, crée la condition idéale d'explosion suivie d'incendie au contact ou à proximité d'une étincelle, ou de toute autre matière de cette natu-

Le BMPAD cesse de commander les pro-

duits pétroliers

La distribution de produits pétroliers en Haïti évolue dans une zone nébuleuse imputable à l'opacité qui caractérise la gouvernance du régime PHTKiste. Car le mode de fonctionnement par rapport à l'approvisionnement de ces denrées a été modifié à la cloche de bois. Confrontées à des crises récurrentes de produits pétroliers constituant un problème immédiatement insoluble, le Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD), dirigé par Fils-Aimé Ignace Saint-Fleur, qui avait la responsabilité de placer les commandes, a cessé de mener ces opérations depuis le mois de décembre 2021.

Depuis lors, un consortium de compagnies importatrices de ces produits, sous l'appellation «Association des professionnelles et professionnels du pétrole » (APPE), remplit cette mission. Avant l'établissement de ce protocole, le BMPAD plaçait les commandes, toutes les fois que le pays avait besoin d'une nouvelle commande, et payait la facture pour le compte de l'État.

Mais depuis l'arrivée du régime PHTK, les raretés de produits pétroliers commençaient à apparaître, mais arrivaient plus souvent encore, sous Jovenel Moïse qui siphonnait le Budget national, par le biais de ponctions sur les allocations des ministères et des directions générales. Si bien que le gouvernement ne pouvait payer les factures de manière ponctuelle. Au fait, en ce qui concernait les factures pétrolières en souffrance, les autorités PHTKistes ont été même menacées de poursuite judiciaire pour non-paiement de facture, par un



Fils-Aime Ignace Saint-Fleur, delie de toute responsabilité se frotte les mains de satisfaction.

fournisseur de produits pétroliers américain basé au Texas.

liers à l'APPE.

La situation économique et financière délétère dans laquelle se débat le pays crée un problème de devises, pour cette société aussi, qui ne pouvait plus placer des commandes de grand format, comme cela se faisait, il y a plus de dix ans. Il semble que faute de devises, des bateaux de plus faible tonnage pour transporter les produits pétroliers en Haïti ont été engagés.

Entre-temps, les bateaux citernes, qui alimentent habituellement les pompes, à la capitale et dans les neuf autres départements, assurent autrement ce service. Les sites d'entreposage de ces produits déclinent toute responsabilité dans la non livraison de gazoline aux vendeurs traditionnels, déclarant que les transporteurs continuent de s'approvisionner quotidiennement, en vue



Un site de vente de gasoline sur le marché parallèle.

Croyant bien faire, celles-ci avaient décidé de nouer les relations avec une autre compagnie, dont Michel Martelly et ses beaux-frères Gesner Champagne, alias Ti-Gès, et Charles Saint-Rémy, surnommé Kiko, la « Prebel-Rish Haïti », pour l'importation de produites pétroliers. Mais les factures restant impayées trop longtemps, sans que le gouvernement n'ait fait un geste dans le sens de leur acquittement, cette société, proche du pouvoir, a intenté un procès contre Haïti (le pouvoir). Trouvées coupables, les dirigeants haïtiens, assignés par-devant un tribunal des États-Unis, ont été condamnés à verser à Prebel-Rish Haïti ce qui lui était dû.

À court de ressources en devises pour assurer le paiement de la facture pétrolière, le gouvernement a décidé, fin 2021 (décembre 2021) de confier l'importation de produits pétrode desservir les stations d'essence. Mais il semble que les transporteurs, de concert avec des partenaires non encore identifiés, alimentent le réseau de distributeurs clandestins d'essence. De telles transactions sont rendues possibles par la manipulation à la hausse des prix aux sites clandestins, dont les propriétaires réalisent de gros profits aux dépends des consommateurs.

D'aucuns pensent que cet état de chose continue parce que les autorités sont de mèche avec les contrebandiers. Il semble qu'une intervention des autorités, pour rectifier le tir, ne soit pas possible dans le meilleur délai Car toutes les parties impliquées dans ce gâchis s'enrichissent. À moins que les consommateurs décident de se donner d'autres moyens pour faire passer leurs revendications.

L.J.

LE COIN DU POET Alternatifà feu Nikola Tesla

Saint-John Kauss

Des bouts de soleil relâchés depuis trente ans dans une boite, Des bouts de papier allongés pour la navigation du temps, Pleins de ratures sèches et ramifications dans la marge des évolués inconnus du poème. Je ne dirai pas non à une tasse de thé bien chaude d'une geisha Ma filature et mon aimée dans les allures du poème, Je ne me sauverai pas au gré des grés de la page enfantine fondue

du poème

De la fonte ancestrale de l'esprit des forges,

Double écrit(s) à reculons de la nasse des poètes victimes de l'encre et du papier

De l'acte de naissance des orchidées

Je ne dirai pas non plus merci à l'assaut des iguanes, Des salamandres à expérimenter dans le bruit des ivrognes Éprouvettes éprouvées dans l'oligarchie des résultats en fleurs,

Collusion de chromosomes réparés pour la recombinaison des gènes en santé,

Transcription de la molécule de la femme positionnée et amère, Je divorce de la première pour mieux accueillir la seconde,

Douce condamnée à la souffrance de l'amour

Je dirai magnifique à la cellulose et au bambou Si dure que la vie est une éterni-

té provisoire. Gatineau (Québec), 27/05/2022

Saint-John Kauss

depandans. Wi, yo di Ayiti dwe

kolon yo pou tou sa yo te pèdi ann

Ayiti, sitou pou bèt ki t ap travay

yo -esklav yo wi!

Kreyòl-

GRENN PWONMENNEN Fòk kat la rebat ann Ayiti, aksepte men nou p ap nenpòt sa yo ban nou!

Se depi byen lontan y ap trete Ayiti tankou youn ti restavèk yo ka fè sa yo vle avè 1. Okòmansman, yo te ranje sa de fason pou yo piye peyi a jan lide yo di yo. Mounn ki te li seri atik *Nouyòk* Tayms (New York Times) te ekri nan fen mwa me a konnen de kisa m ap pale. Sa te kòmanse tousuit apre zansèt nou yo te bat lame ki te pi anfòm nan, lame franse Napoléon Bonaparte la, nan batay Vètyè a (Vertières), nan dat 18 novanm 1803. Epi sa ap kontinye jouk kounnye a sou youn lot fom.

Premyèman, Lafrans, Etazini avèk lòt gwo peyi Lewòp yo ki t ap banbile sou do eklav, te deside fòk yo fè Ayiti peye pou radiyès zansèt nou yo. Yo te mete youn anbago sou peyi a. Kivedi yo te bloke ekonomi Ayiti ki pa t ka fè konmès ak lòt peyi nan lemonn. M ap mande Lavalasyen yo eskiz si m fè yo sonje kilès ankò ki te vin deklare anbago kont peyi a, prèske 200 lane pita. Çske se pa t Jan Bètran Aristid (Jean Bertrand Aristide) pandan li te nan dousè legzil nan Wachintonn, kapital Zwazo Mechan yo? Ann kite sa pou kounnye a.

Mesye Blan chèf esklav yo pa t vle pou esklav lòt kote pa t vin suiv egzanp sa k te pase Ayiti a. Se poutèt sa yo te bloke peyi a tousuit. Kanmenm, Ayiti te tounen youn leman pou mounn toupatou ki t ap sibi anba kolon yo. Epi lè sa a pa t ko gen entènèt ak tout rezo sosyo yo ki se syoun lòt revolisyon. Kanmenm nouvèl la te gaye. Se konsa Simon Bolivar (Boliva), ki pral libere plizyè peyi nan Lamerik Latin nan, sitou Venezwela ke nou tout konnen, te vin Ayiti pou jwenn touskilfo pou l al libere peyi sa yo. Imajine nou sa, Ayiti deklare endepandans li nan dat premye Janvye 1804, nan lane 1816, 12 an pita, se prezidan Ayiti, Alexandre Pétion (Aleksann Petyon) ki te bay Boliva tou sa l te bezwen pou l al chase kolon yo nan peyi Venezwela epi nan plizyè lòt peyi tou. Menm peyi Lagrès, an Ewòp, te vin chache èd ann Ayiti pou l te soti anba grif sa yo te rele Lanpi Otomann nan, nasyon Tiki (Turquie), ki te pase pran Bilgari, Lejip, Lasiri e menm plis. Dayè, Ayiti se premye peyi ki te rekonnèt endepandans peyi Lagrès, nan lane 1822.

Venezwela te tou pre nou, men peyi Grès, 9 mil (9 000) kilomèt ak Ayiti, montre ke egzanp Ayiti a te enspire anpil lòt nasyon ki te gen pye kolon sou kou yo. Sa pa t fè esklavajis Lewòp yo kontan. Se konsa nan lane 1825, Lafrans pase youn vitès siperyè. Ak konsantman Etazini, wa (roi) franse a, Charles X (10), voye youn flot bato lage vin nan larad Pòtoprens epi yo di prezidan Ayisyen ki te la lè sa a, Jean-Pierre Boyer (Jan-Pyè Bwaye), se pou 1 siyen youn dokiman ki di Ayiti dwe Lafrans 150 milyon fran (ekivalan a anviwon 21 a 28 milya dola vèt kounnye a). Si 1 fè wondonmon, bato franse yo ap detwi Pòtoprens anba kout kanno. Se kòm si Bwaye te gen youn kouto anba gòj li, osnon youn revòlvè bò tanp li, li t oblije siyen.

Se jouk nan lane 1947, 122 lane pita, nou te fin peye dèt sa a,

Depi nou te wè non Jan Bètran Aristid reparèt nan atik jounal Nouyòk la kòm premye prezidan Ayisyen ki te gen kouray lonje dwèt sou Lafrans, nan lane 2003, pou vòl a men ame nan lane 1825 lan, nou te konnen te pral gen diplis pi devan. Enben, depi 2 semèn gen youn bann pawòl sou rezo sosyo yo kòm si se Aristid ki pral vin remete peyi Ayiti sou ray. Aristid, prezidan pwovizwa,

youn nouvo tit Premyèman, yo te pale de Aristid kòm prezidan pwovizwa. Te gen anpil pawòl sou rezo sosyo yo, dizan ke reprezante sekretè jeneral Nasyon Zini an, Manzè Helen Ruth Meagher La Lime, t al Taba (Tabarre) pou wè chèf Lavalas la. Li te pase tout jounen an avè 1. Epi, pou montre ke pa gen jwèt nan sa, yo te ranfòse sekirite an-

m pare pou nouvo Prezidan Aris-

Aristid gouvênê, yo envante

syen prezidan an. Mwen gen zanmi ki te rele m de plizyè zandwa, nan diferan peyi, pou mande m si



Ex-prezidan Jan-Bètran Aristide ak madanm li, Mildrèd Twouyo.

ke Ameriken vo, avèk Bank Nouyòk, ki manman Citibank lan, te pran responsablite kolekte lajan pou Franse yo lè Ameriken te debake vin pran Ayiti epi solda Ameriken te rete nan peyi a jouk lane 1934. Vwala ke tout istwa sa a, ke nou menm nou te konnen e ke nou menm te ekri sou sa, vin pran lari depi seri atik ki te parèt nan gwo jounal Nouyòk la, nan dat 20 a 22 me ki sot pase a.

Anmenm tan, nan atik jounal la, gen youn mesye ki te anba pay depi kèk tan ki reparèt kòm mounn ki pi enpòtan nan lonje dwèt sou Lafrans pou tout lajan Franse ak Ameriken te fè Ayiti peye pou radiyès zansèt nou yo ki te bat lame franse a epi deklare en-

tid la. Eskize m pou repons mwen te bay yo tout : « Bounda Nini! »

Pawòl prezidan pwovizwa a te byen cho nan lari a, lè nou wè epi n tande youn lòt pawòl ki «revyen omèm, dezomèm, ko*mèm*», jan yo te konn di pawòl la lè m te jenn ti gason epi yo t ap pase sa nan betiz. Toutalè m ap ban nou 1 jan m wè 1 nan rezo sosyo yo. Se pa youn kesyon de prezidan pwovizwa ankò. Aristid pral « gouvènè Ayiti ». Kivedi yo desann grad li, men kanmenm se li yo met devan pou rezoud tout gwo pwoblèm Ayiti genyen kounnve a.

Mwen p ap ban nou tout detay yo men m ap ban nou moso nan sa m wè ki parèt sou rezo sosyo yo. Men gwo tit la : « Haïti-Transition politique : JEAN Bertrand Aristide nommé gouverneur d'Haïti par le BI-**NUH».** Epi pou montre ke pa gen manti nan sa, nou li : « C'est confirmé! L'ancien Président Jean Bertrand Aristie, victime de deux coups d'État (1991 et 2004) vient d'être nommé gouverneur d'Haïti par la représentante spéciale du bureau des Nations Unies en Haïti, en l'occurrence Helen Meagher Lalime et le 'Core Group' composé d'ambassades étrangères' selon une note de la struc-

Nou chache toupatou pou n jwenn kibò « structure » y ap pale a te pibliye « note » la, nou pa janm jwenn ni. Ni tou nou pa tande kwink soti nan bouch Manzè Lalime, ni nan bouch Aristid pou demanti ou afime sa k di a. Çske se fisle y ap fisle sa k pral fêt la anvan yo vin an piblik avè 1? Antouka, nan sa nou wè sou rezo sosyo yo, Aristid pral travay « sous les ordres directs de ses supérieurs hiérarchiques étrangers ». Yo bay dat kilè msye pral prete sèman : « 15 juillet 2022. La cérémonie d'investure (sic) se fera à l'Ambassade américaine . . en présence des pays membres du 'Core Group'».

Toujou, selon sa nou li, Aristid pral youn ti restavèk blan yo antan ke Gouvènè. Men koze a : «Aristide devra se porter garant des intérêts, entre autres, de l'ambassade américaine en Haïti et de ceux des autres pays de cette structure mosaïque internationa-

Men sanble se pa tout Lavalasyen ki dakò ak jan bagay yo sipoze fèt la, paske pou fini deklarasyon an, men sa Mouche, osnon Madan M pa Konnen, ekri: « Les militans (sic) et sympathisants Lavalas sont très remontés et divisés sur ce sujet qui fait déjà couler beaucoup de salive ».

Aristid ak madanm ni fò nan kòripsyon

Pou mwen menm, mwen kwè se youn move kou yo pote Aristid, sitou a youn moman ke l ap fè de bagay ki montre li lage l nan iwe 2 bò, 1 ap pran pòz kouto fanmasi 1. Omoman ke kesyon «Reparasyon » pou Lafrans peye Ayiti a reparèt nan gwo jounal Nouyòk la, nou twouve sa dwòl anpil pou Madan Aristid al envite anbasadè peyi Lafrans vin vizite lopital Aristid ap bati toupre inivèsite 1 la. Se enteresan ke lè anbasadè franse a, Fabrice Mauriès, te eksplike pawòl la, li te di se « À l'invitation de Mme Aristide », li t al vizite Fondasyon UNIFA a, kote Aristid gen inivèsite l la epi li pral bati youn lopital. Byen ke li pa di tou sa k te diskite, li te di yo te pale sou « kolaborasyon » ki ka genyen ant Fondasyon Aristid la avèk Lafrans.

La tou gen mounn ki di Aristid ap ranje bagay la youn fason

pou 1 pran youn ti kòb sou kote nan tout milya ke li menm ankò li te di, nan lane 2003, Lafrans dwe Ayiti an reparasyon. Kòm nou deja di pawòl la ap diskite toupatou depi atik Nouyòk Tayms yo. Kilès ki ta kwè ke se Ben Dupuy, ansyen anbasadè Aristid, ki ta vin denonse sa k ap fêt la nan youn mesaj ki te parèt nan dat 5 jen nan piblikasyon Boukan, sou entènèt la. Mesaj la te vin jwenn mwen dirèkteman. Men ni: « La France fait des 'yeux doux' à Aristide. Visite de l'université et l'école de médecine privés d'Aristide! Non à toute tentative de corruption! La dette de l'Indépendance revient au peuple haïtien, non à aucun 'ancien ou nouveau Président'. Seul un gouvernement légitime aura le droit de recevoir et gérer cette 'restitution' pour le bien du plus grand nombre. Non à toute tentative de 'privatiser cette dette'. Aucune autre 'magouille'! »

An plis de sa, Anbasadè Dupuy denonse sa 1 konnen byen, paske li te nan kesyon yo lè 1 te nan pozisyon « ambassadeur itinérant » (Grenn Pwonmennen) pou Lavalas. Li konpare sa Aristid ap fè ak Lafrans kounnye a menm jan ak politik Taywann nan. M ap kite l pale: « La politique de Taïwan vis-à-vis de nos 'leaders Lavalassiens' pour maintenir la reconnaissance diplomatique d'Haïti. D'où sont venus les millions de \$ pour financer le bâtiment de 'La Fondation Aristide', 'L'Université d'Aristide', l'Hôpital Aristide et la fameuse résidence de Tabarre? »

Epi 1 reponn : « Certainement pas de revenus de Saint Jean Bosco! Suivez mon regard! La réconciliation avec le dévergondé 'Swit Miky', selon les ordres de Hillary Clinton. Est-on à la veille d'une autre farce: Transition d'Ariel?»

Antouka, se pa nou menm ase k ap di verite yo jansadwa. Vwala ke Anbasadè Ben Dupuy, ke tout mounn te konnen kòm gwo defansè Lavalas, vin pale byen klè pou di chèf Lavalas la ak tout madanm li e tout ekip Fondasyon Aristid la rantre byen fon nan kòripsyon pou avantaj pèsonèl. Yo bliye Ayiti egziste kòm peyi. Yo pito fè ti sousou devan Lafrans pou yo jwenn youn ti grapiyay sou lè kote. Mezanmi, tipè revolisyonnè Sen Jan Bosko a tonbe ba anpil. Nou dakò ak pawòl franse a ki di : « Il n'est jamais trop tard pour faire le bien! »

TiRenm/ **Grenn Pwonmennen** nan raljo31@yahoo.com







HAPPENINGS!

Continued from page 1

impunity in keeping Haiti in the perpetual state of anarchy that has led to the current catastrophe in which the people suffer the dire consequences.

The Sunday show in Port-au-Prince was the latest act in a play that began with a series of articles last month in The New York Times regarding the impoverishment of Haiti by France and the United States in which the name of former President Jean Bertrand Aristide was cited prominently. He was the one who, in 2003, had challenged France publicly to own up to the hold-up of the new nation which was forced to pay reparations to the French enslavers who had lost so much property, including the slaves, when our ancestors beat the mighty army of Napoléon Bonaparte, in 1803. His temerity in attacking France publicly is said to have caused the coup that toppled him, a second time, on February 29, 2004. It was more complex than that.

Two weeks after the series that ran May 20-22, Aristide's name is all over the social networks as president in a transition government. If not president, he could be a "governor" who would work with the international community, to restore democracy in Haiti through elections. But he would be more like a "Pope twèl," as it's said in Creole a "front" for others to operate. Would the international community be that cynical?

Various phases of the campaign to bring back Aristide

Having received so many telephone calls and messages asking me about the veracity of what's developing, I feel compelled to address the issue dominating the political conversation since it was first mentioned, some three weeks ago, that Helen Ruth Meagher La Lime, the representative of the UN Secretary General in Haiti, had spent a full day at the Tabarre residence of the former president. No date was given.

But it was said that following the visit, security at the former president's villa has been beefed up. Ms. La Lime, who heads the UN Integrated Office in Haiti, BINUH, by its French acronym, is a top diplomat in the country, along with the Western ambassadors of the major international countries forming the syndicate called CORE Group. One would have expected a communiqué from Ms. La Lime, or from Mr. Aristide, denying or confirming the information. There has been none. It is left to the "telediol,"

the Haitian grapevine or rumor mill to do its job. After all, it has become more efficient with the advent of the internet and all the and social networks.

However, the visit, on June 22, of Prime Minister Ariel Henry, to Mr. Aristide in Tabarre, was no secret. Reporting about it *Infothanzie.com*, a media on line, said in a June 23 posting that the visit is part of a series in which the de facto Prime Minister is trying to get the input of major political figures in his campaign to curtail gang predominance and facilitate elections.

Then, on Thursday, June 23, an unsigned statement from Mr. or Mrs. Nobody began circulating on the social networks with this authoritative headline: "Haiti-Political Transition: JEAN (sic) Bertrand Aristide named governor of Haiti by the BINUH." To leave no doubt to what one is about to read, it is stated at the outset: "It is confirmed!" Of course, our curiosity kicks in: "What is confirmed?"

"Former President Jean Bertrand Aristide, victim twice of coups d'État (1991 and 2004) has just been named governor of Haiti by the special representative of the United Nations Office in Haiti, that is Helen Meagher Lalime, and the Core Group of foreign embassies, according to a statement of that organization." But no such statement has been issued by the BINUH, which, in our view, should have debunked the information, especially when it's written that the "swearing-in will be on July 15, 2022 at the American Embassy Boulevard October 15 in Tabarre, in eastern Port-au-Prince, in the presence of members of the Core Group."

Aristide won't be his own boss though, because he will be subservient to those who set him up in power, and will have to "defend the interests of, among others, the American Embassy in Haiti and of the others in this mosaic international structure," meaning the Core Group.

The ghostwriter of this inventive prose has left no stone unturned, as the conclusion of the statement shows: "The militants and Lavalas sympathizers," it's written, "are quite upset and divided on the subject which has already caused much saliva to flow," meaning much talking about it.

Still, neither BINUH's Office in Port-au-Prince, nor any spokesperson for Jean Bertrand Aristide has issued a statement right up to Monday, June 27. However, as stated in the lead above, last Sunday, June 26, hordes of Aristide's supporters took to the streets in Port-au-Prince

calling for his reinstatement to power, as the "savior" who can solve Haiti's problem. He's no longer the affectionate "Titid," but "Dad" (Papa) of the whole country!

Aristide, the revolutionary priest of the 1980s, now a corrupt multimillionaire

Certainly, it's not without the consent of the former president that his wife, Mildred Trouillot Aristide, invited the French ambassador to visit the Aristide Foundation and the Aristide University, soon to have an accompanying structure: The Aristide Hospital. Interestingly, in a statement about the June 2nd visit, the French ambassador, Fabrice Mauriès, said, "At the invitation of Mrs. Aristide," he visited the foundation and had a conversation about "collaboration" between the foundation and France.

This visit has been criticized strongly by several sectors, including by authoritative Lavalas voices. People think this rapprochement to France by Aristide at this juncture is a corrupt ploy, especially as France —and the United States—are being called to make "reparations" to Haiti for the billions extracted from the country by gun diplomacy over more than a century. It is believed that in the "collaboration" with the Aristide Foundation, some thousands, even millions may be invested by France in Aristide's ventures.

Former "roving" Lavalas Ambassador Benjamin "Ben" Dupuy has been quite outspoken on the matter in a statement that was published June 15, in Boukan, an online publication. In a copy made available to me, I was appalled to read the following: "France is flirting with Aristide with this visit at the Aristide private University and Medical School. [I say] No to any attempt at corruption! The independence debt belongs to the Haitian people, not to any 'former or new President.' Only a legitimate government will have the right to receive and manage this 'restitution' for the good of the majority. No to any attempt to privatize this debt. Enough of these shenanigans!"

Ambassador Dupuy, who was privy to secrets of the Lavalas government for having undertaken several missions, including one to mainland China for the regime, asserts that what is happening is akin to "Taiwan policy vis-à-vis 'Lavalassian leaders' to keep Haiti's diplomatic recognition." And he piles it up: "Where have the millions of dollars come from to finance the building of the

Aristide Foundation, the Aristide University, the Aristide Hospital and the splashy residence in Tabarre?"

Answering his own questions, he states: "Certainly not from the revenues of Saint Jean Bosco! Follow my glance!" Mockingly, he alludes to Saint Jean Bosco, the poorest parish in Port-au-Prince where Aristide was the priest before he became president. Indeed, if you let your eye do the work, that poor priest has an opulent lifestyle which can't be explained but by corruption at the highest level. And the ambassador doesn't mince words when he says that what's happening in the context of France cozying up to Aristide. It's similar to what France has done in Africa: "Corrupting one or several politicians!"

He turns more political, when he mentions reconciliation (in 2013) [of Aristide] with "the wanton Sweet Micky, no doubt on orders of Hillary Clinton. And now another farce is just about to happen: A transition from Ariel?"

Would that mean that Ambassador Dupuy thinks that the recent visit of Ariel Henry to the former president is also part of the propaganda and of the pulling of strings behind the scene aimed at a power sharing between Jean-Bertrand Aristide and the de facto Prime Minister who is ready to do anything to deal with the current catastrophe?

The power of corruption and impunity

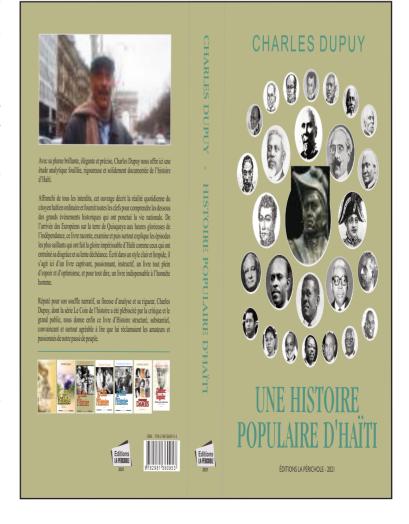
On my part, what's happening in Haiti underscores the power of *corruption and impunity*. The so-called leaders, such as the former revolutionary priest Jean-Bertrand Aristide, or the self-styl-

ed "Legal Bandit," chief, that is the musician "Sweet Micky," or Michel/Michael Joseph Martelly, and their ilk, have all become multimillionaires by stealing billions of dollars that could have been used to develop the country and deal with the misery. Oh no! With their stolen millions, they have undertaken invisible and visible campaigns to gain international support and to coax the poverty-stricken Haitians to hail them as "saviors."

Meanwhile, it's willingly forgotten that those "saviors" are the ones responsible for organizing the gangs, whether they're called "Chimères" or "Ti Bandi Legal," that have been "federated" under the glare, even with the not-so-secret support of the "International Community." There's no forgetting that Ms. La Lime had applauded when the slain de facto President Jovenel Moïse had facilitated the "Federation of the G-9 Family and Allies" gangs, under the leadership of "General" Jimmy Chérizier, aka Barbecue, the former policemanturned gang leader, who is now calling for his own "revolution," against his former masters.

Enough is enough! The Haitian people have had it with all these "saviors," who are nothing but wolves in sheepskin! Only a new revolution, harking back to the one that culminated, in 1803, when putting into practice the slogan in "Unity there's Strength," our ancestors developed strategies and tactics that made possible the defeat of the French enslavers, and present the world with the first free Black State in the world!

RAJ 29 June 2022 raljo31@yahoo.com





Haïti-Observateur 29 juin - 6 juillet 2022









Evite Ensandi!

Batri ki fèt ak lityòm-iyon yo ki nan Bisiklèt Elektrik ak nan Eskoutè yo Ka Koze Gwo Ensandi Grav

Itilizasyon San Danje

- Verifye pou wè si aparèy yo satisfè estanda sekirite pou ensandi yo-chèche mak komèsyal (UL) la.
- ak fenèt yo avèk aparèv yo.

Chajman San Danje

- Swiv enstriksyon fabrikan an bay yo.
- Piga chaje yo bò kote kabann ak kanape, ni piga chaje yo lannwit oswa san siveyans.

Estokaj San Danje

- Piga mete aparèy yo dirèkteman anba solèy-kenbe yo nan tanperati nòmal.
- Piga estoke yo bò kote okenn bagay ki flamab oswa ki konbistib.

Eliminasyon San Danje

- Li ilegal pou jete batri rechajab yo nan fatra oswa nan resiklaj.
- Ale sou nyc.gov/batteries pou jwenn opsyon sou kijan pou jete vo.
- Si ou remake chanjman nan batri bisiklèt elektrik, eskoutè oswa ovèbòd (hoverboard) ou vo (odè, chanjman nan fòm/nan koulè, fwit oswa bwi dwòl), rele 911 imedyatman.

Na Ka yon Eksplozyon oswa yon Ensandi

- 1. Evakye imedyatman
- 2. Fèmen pòt la dèyè ou
- 3. Rele 911



nyc.gov/batteries | rele 311 ☑ NYCsanitation • NYCzerowaste







ÉDITORIAL



Les gangs armés à la conquête effective du pouvoir

etit à petit, l'oiseau fait son nid, dit l'adage. La stratégie de lutte des gangs armés, en vue de la prise du pouvoir, s'inscrit précisément dans cette logique. Voilà déjà plus de deux semaines, depuis que le Tribunal de première instance de Port-au-Prince (TPI), symbole du pouvoir judiciaire, est pris d'assaut par le « Gang 5 secondes », dirigé par Izo (ainsi connu), qui occupe l'immeuble encore, les «autorités » n'ont rien fait pour déloger ces criminels. Autrement dit, la justice, déjà moribonde, en Haïti, désormais ne fonctionne plus. Il reste à voir la réaction d'Ariel Henry et son équipe, quand les malfrats décident d'envahir le Palais national.

L'offensive dirigée par les bandits de Village de Dieu, sur le Palais de Justice, est loin d'être un hasard. Elle entre dans le cadre de l'objectif des criminels sur lequel, plus d'une fois, à *Haïti-Ob*servateur, nous avons alerté les dirigeants. Il s'agit de la conquête de l'immeuble emblématique du pouvoir, le Palais national. Au cours des mois qui ont suivi la création des gangs armés, ces derniers n'ont cessé d'affirmer leur autorité sur les instances administratives; et les soi-disant décideurs du pays d'afficher leur subordination à leur égard. Autrement dit, de prouver qui sont les vrais dirigeants d'Haïti. Aussi, l'occupation du Parquet de Port-au-Prince par Izo et ses hommes s'inscritelle dans la stratégie opérationnelle de la pègre. Ce qui confirme l'idée selon laquelle le pays est dirigé par la mafia.

On n'a pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les hommes et femmes au pouvoir évoluent main dans la main avec les gangs armés, car s'identifiant aux actes criminels qu'ils perpétuent, par le silence affiché à ceux-ci, par le gouvernement. Ce constat se confirme par l'attitude du Premier ministre de facto à l'égard des kidnappings contre rançon, des viols, des braquages, des assassinats perpétrés contre les citoyens; et des attaques dirigées sur les installations officielles. Sans oublier les meurtres de policiers et de hauts gradés de la PNH orchestrés par les hommes armés assimilés aux gangs.

En effet, la mise à sac du Palais de Justice de Port-au-Prince, avant que soient volés les documents légaux et juridiques, qui s'y trouvaient, l'incendie d'autres ainsi que le détournement d'au moins sept véhicules de l'État et de la PNH, en plus du vol de matériels et mobiliers, qui ont été mis en vente au vu et au su de tous, n'a pas incité l'intervention d'Ariel Henry. Aucun doute, pour lui, cet événement ne s'est jamais produit. Aucune déclaration, qui serait de nature à déplaire à Izo. C'est,

du neurochirurgien par rapport à l'affaire Muscadin.

Réagissant à la justice expéditive dont a été victime Elvain Saint-Jacques, alias Zo Pwason, lieutenant d'Izo, chef du gang 5 Secondes, basé à Village de Dieu, il s'est prononcé favorablement à l'égard de ce criminel. Celui-là était capturé dans la juridiction de Me Muscadin, dans le département des Nippes, qui l'a exécuté sans autre forme de procès. Dans le tweet qu'il a émis, dans la soirée du 5 juin, depuis Los Angeles, Californie, où il assistait au Sommet des Amériques, du 6 au 10 juin 2022, le Dr Henry a écrit : « La justice consiste à agir selon la loi, suite à cette affaire qui s'oppose entre le CG Jean Ernest Muscadin et le citoyen paisible de Village de Dieu Elve St Jacques, le ministre de la justice va agir au plus vite pour le remplacer, la justice élève une nation ». Dans l'esprit de ce tweet, les rôles sont renversés, Jean Ernest Muscadin passe pour le criminel, le bandit en citoven modèle.

Quelques semaines plus tard, Ariel Henry a récidivé, encore par rapport au chef du gang 5 Secondes, en l'occurrence Izo. D'aucuns diraient qu'en se taisant, il a offert sa collaboration à ce dernier, dans l'attaque, suivie d'occupation du Parquet de Port-au-Prince. Le silence affiché par le chef du gouvernement de facto semble être la norme, puisque ce comportement du pouvoir est constaté dans tous les cas d'agression des malfrats. Silence total en ce qui concerne l'isolement du Grand Sud, depuis déjà un an (plus de quatre départements géographiques), de la capitale, par les gangs de Martissant. Aussi bien par rapport à l'abandon d'au moins deux commissariats de Police, suite aux attaques dirigées contre eux par ces mêmes criminels. Ou encore aux kidnappings, individuels et collectifs, presqu'au quotidien, et la guerre des gangs faisant des dizaines de morts, de maisons incendiées et de déplacés par milliers. Autrement dit, le pouvoir se garde d'exprimer son indignation face à ces actes criminels, parce que partageant les mêmes objectifs que ces derniers, dans la promotion de l'insécurité.

Selon toute vraisemblance, le binôme gouvernement-mafia traduit la symbiose qui existe entre ceux qui dirigent le pays et les hommes « activement recherchés par la Police » par la Police se trouvant souvent en patrouille avec des policiers ou menant des opérations criminelles avec eux. Il faut signaler que, dans nombre de cas, les policiers encadrent les criminels dans leurs actions menées contre les quartiers populaires. Dans le cadre de telles attaques, les gangs armés bénéficient de

d'ailleurs, ce qui avait justifié l'attitude l'appui de policiers montés à bord de véhicules blindés déployant les criminels, tels des chiens dressés pour la chasse, sur des jeunes gens des quartiers défavorisés. Ces policiers dévoyés ne sont jamais rappelés à l'ordre par les autorités, étant protégés contre l'application des lois, à leur encontre; alors que les bandits continuent de courir et de jouir de l'impunité, après l'assassinat de membres des forces de l'ordre, des policiers, pour la plupart, mais aussi des militaires.

> L'attitude des dirigeants seulement en titre du pays font croire que la situation communément appelée insécurité est la norme. Car, de toute évidence, les individus qui détiennent le pouvoir ne sont nullement inquiétés par les activités des gangs imposant leur régime criminel à la population ne pouvant vaquer normalement à ses activités; alors qu'Ariel Henry, ses proches collaborateurs et alliés politiques circulent à bord de voitures blindées. On peut donc conclure, avec justesse, qu'il y a deux Haïti: un pour les « chefs » et l'autre pour les gangs armés. La vaste majorité des citoyens, désormais restée calfeutrée à résidence, ou bien confinée dans leurs entreprises, sont à la merci des voyous, qui décident quand et qui enlever. Grâce à la complicité agissante de dirigeants de pacotille, les preneurs d'otage ont fait monter de plusieurs crans leur audace, allant jusqu'à envahir les résidences pour s'emparer de leurs otages. Comme, par exemple, ce propriétaire d'entreprise, qui s'était fait kidnapper,

dans sa maison, par des malfrats qui s'y étaient introduits, au moment où il prenait sa douche.

Tout compte fait, il y a de fortes chances que le Palais national soit la prochaine cible des bandits. Dans la mesure où les décideurs collaborent effectivement avec les criminels, il faudrait donc s'attendre à ce qu'ils préparent le terrain pour les envahisseurs en débarrassant la résidence officielle du chef de l'État de la garnison qui en assure régulièrement la défense. Car il y aurait fort à parier que les dirigeants seraient mis au parfum, par rapport à la date d'une éventuelle attaque du Palais.

Au fur et à mesure que les gangs armés prennent goût du pouvoir— cela va de soi— leur appétit d'en jouir augmente. Désormais en possession physique des lieux destinés au fonctionnement de la Justice, il y de fortes chances qu'ils soient parvenus à la décision d'agir en ce sens. Puisque, à la lumière de tout ce qu'on a vu et vécu, jusqu'ici, point n'est besoin de se demander si les criminels armés ambitionnent de prendre le pouvoir, mais quand!

De toute évidence, Haïti ne peut pas compter sur les gens présentement aux commandes des affaires publiques pour le débarrasser des mafiosi. Il est temps de faire appel à une équipe de patriotes qui aime charnellement le pays, en sus d'être prête à prendre l'engagement de poursuivre les malfrats jusque dans leurs derniers retranchements. Avant qu'ils ne se lancent à la conquête du Palais national.



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM

Haiti Hait-Observateur 98, Avenue John Brown, Serne élage Part du prince, Haiti 16L (507) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS I ére classe 48.00 \$ US, pour six (6) mois 90.00 \$ US, pour six (6) mois 90.00 \$ US, pour six (6) mois 1005.00 FF, pour six (6) mois 1005.00 FF, pour six (6) mois 1005.00 US, pour six (6) mois \$73.00 US, pour six (6) mois \$150.00 US, pour six (6) mois \$150.00 US, pour six (6) mois 125 EUROS, pour six (6) mois		
CANADA Holft-Observateur Gerard Louis Jacques 514-321 6434 12 Holft OB Canada 12213 Jaseph Cassavani Matical HOMOCO EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service special est assure à partir de Paris, L'inferesse doil s'adresser à: Jinan Claude Valorun 13 K Avenue Faldheithe, 81 Rt April 44 93310 Le Pre ST, Gervals Flance Tel. (33-1) 43-63-28-10			
Name/Nom Company/Compagnie Address/Adresses			
Cily/ville	Slale/Élal _Country/Pays		

EDITORIAL

1

The armed gangs making a final dash to conquer power!

makes its nest. So goes the saying. The strategy of the armed gangs aiming at the conquest of total power follows this logic. It's been more than two weeks since the Court of First Instance of Port-au-Prince, symbol of the judiciary, was stormed by the "Gang 5 Seconds", led by Izo, as he's known. They still occupy the building, the "authorities" having done nothing to dislodge the criminals, confirming thereby that Haitian justice, already moribund, no longer functions. One wonders what will be the reaction of Ariel Henry and his team when the thugs decide to invade the National Palace.

The offensive of the bandits of Village de Dieu (God's Village) against the Palace of Justice is far from being a coincidence. That's part of the objective of the criminals, something about which the *Haiti-Observateur*, more than once, alerted the leaders. In the final analysis they intend to conquer the emblematic building of power, that is the National Palace.

Since the creation of the armed gangs, they have boldly asserted their authority over the administrative authorities and the so-called decision-makers of the country, treating the latter as subordinates. In the process, the gangs have proven who are Haiti's real leaders. In that light, by occupying the Office of the Public Prosecutor of Port-au-Prince, Izo and his men, operating like the mob, have dazzled all by their strategy. The mafia is in control of the country.

One needs not be a rocket scientist to figure out things. The men and women in power work hand in hand with the armed gangs. The so-called authorities identify with the criminals, keeping ever silent about the dastardly acts committed by the latter. This is confirmed by the attitude displayed by the de facto Prime Minister regarding the kidnappings for ransom, the rapes and robberies, as well as the assassination of peaceful citizens and attacks on official facilities. He's not moved by the murder of police officers, whether of low-level ones or of senior officials of the PNH, by armed men carrying out the orders of the gang chiefs.

Consider what happened when the Port-au-Prince Justice complex was ransacked, with legal and judicial documents disappearing, some burned publicly, and the hijacking of at least seven State and PNH vehicles. Some of the stolen materials, like furniture, were set up for sale in full view of everyone on the Champ de Mars, not far from the National Palace. That didn't prompt

ittle by little, the bird makes its nest. So goes the saying. The strategy of the armed gangs aiming at the conquest of total power logic. It's been more than since the Court of First Port-au-Prince, symbol of

Ariel Henry to intervene, even by making a statement to decry what had happened. As far as he's concerned nothing ever happened. He didn't want to displease Izo by whatever he might have said. However, our neurosurgeon Prime Minister displayed a different attitude in relation to the Muscadin case.

Reacting to the expeditious justice meted out to Elvé (Elvain) Saint-Jacques, aka *Zo Pwason*, the lieutenant of Izo, leader of the gang "5 Seconds," based in Village de Dieu (God's Village,) he was quick to take side in favor of the criminal, against Mr. Muscadin. As reported, when the bandit came to the jurisdiction of the prosecutor and called him to say he came to avenge one of his men killed in a firefight with his men, the latter moved fast and caught him. Whereupon, *Zo Pwason* was executed on the spot.

In Los Angeles, California, where the Prime Minister was invited to the "Summit of the Americas," (June 6-10), he issued a tweet in evening of June 5, in which he wrote: "Justice is to act according to the law, in this case between the CG Jean Ernest Muscadin and the peaceful citizen of Village de Dieu Elve St. Jacques. The Minister of Justice will act as quickly as possible to replace him, for righteousness (or justice) exalts a nation." In the spirit of this tweet, the roles are reversed, Jean Ernest Muscadin becomes the criminal and the bandit a model citizen.

Few weeks later, Ariel Henry did it again as the leader of the "5 Seconds" gang carried out his assault against the office of the Port-au-Prince Prosecutor. Some would say that by remaining silent about what had happened, the Prime Minister was collaborating with the gang chief in the attack and occupation of the Port-au-Prince Public Prosecutor's office. The silence displayed by the head of the de facto government appears normal, for that is the behavior observed systematically on the part of the authorities in all cases of aggression by thugs.

Consider the official silence regarding the isolation of the Greater Southern region, more than four geographic departments, from the capital, for more than a year now, by the gangs of Martissant. Same attitude is observed concerning two police stations that were abandoned, following attacks against them by the criminals. Ditto for the kidnappings, whether of individuals or of groups, almost on a daily basis. The gang wars that have resulted in dozens of deaths, numerous houses burned and thousands of displaced people from their abodes don't phase him. The government takes great care in not expressing indignation at these criminal acts.

No doubt because it shares the same objectives as the bandits in promoting insecurity.

In all likelihood, the governmentmafia pairing reflects the symbiotic relationship that exists between those who run the country and the men who are "actively sought" by the police, with some of the hunted often finding themselves on patrol with police officers, even carrying out criminal operations with them. To be noted, in certain cases, the police officers supervise the criminals in their actions against some working-class neighborhoods considered hostile to the government. In such attacks, armed gangs are supported by police officers in armored vehicles who deploy the criminals like trained hunting dogs against inner-city youth. These rogue police officers are never called to order by the authorities. They are protected from the rigors of the law. Meanwhile, the gangsters continue to move about, enjoying impunity, even after they kill members of law enforcement.

The attitude of the so-called leaders of the country leads one to believe that the situation commonly called insecurity is something normal. For, obviously, the individuals who hold power are not at all worried by the activities of the gangs who impose their criminal regime on the population, which is the more and more restrained in their activities. Meanwhile, Ariel Henry, his close collaborators and political allies travel freely in their bullet proof vehicles.

Therefore, we can conclude that two Haiti exist: one for the "leaders" and the other for the armed gangs. The vast majority of the citizens, now holed up in their homes or confined to their businesses, live at the mercy of the thugs, who decide when and whom to kidnap. Thanks to the active complicity of second-rate leaders, the hostage-takers have pushed their audacity several notches up, going as far as invading homes to seize their hostages, to wit this business owner, who was kidnapped, inside his home while he was in the shower.

As things stand, there is a good chance that the National Palace will be the next target of the bandits. To the extent that the decision-makers are indeed collaborating with the criminals, one should expect that they will do the groundwork for the invaders by ordering removal of the garrison that regularly defends the official residence of the head of state. After all, their partners-incrime will definitely brief them on the timing of a possible attack on the Palace.

Having tasted power, the armed gangs have gotten an appetite for more. Now that they are in physical possession of a place destined for the functioning of Justice, there is a good chance that they have reached the decision to go for the Executive branch. Based on all indications and what has been experienced so far, there's no question that the armed criminals have ambitions to assume total power. It's a matter of when!

Clearly, Haitians cannot rely on the people currently in charge of public affairs to rid the country of the mafiosi. It is time to call on a team of patriots who dearly love their country and who are willing to commit themselves to pursuing the thugs to the bitter end. And this should be done immediately, before the bandits set out to take over the National Palace.



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

Haift Haift-Observateur 98, Avenue John Brown, Sernie elage Part au panace, Haift 16L (507) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS I étre release 48.00 \$ US, pour sk (6) mols 90.00 \$ US, pour un (1) an AFRIQUE ET ASIE			
CANADA	553.00 FF, pour sk (6) mols			
Halti-Observateur Gerard Louis Jacques 514:321-6434 12 Halti OB Canada	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE			
12213 Juseph Cassavani Matesat HIMASTA	Tere classe \$73.00 US, pour six (6) mois \$1.60.00 US, pour un (1) on			
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE				
Un service special est assure à partir de Paris. L'interessé doit s'adresser à:	EUROPE			
Jinan Claude Valenin 13 K Avenue Faldheibe, 81 Rt Aprt. 44 93310 Le Pre 51. Gervals France Tel. (33-1) 43-63-28-10	73 EUROS, pour six (é) mois 125 EUROS, pour un (1) an Par chéque ou mandat postal or trancs trançais			
Name/Nom				
Company/Compagnie				
Address/Adresse				
City/ville	Slale/Élal			
Zipi Code/Code Régional	_Country/Pays			



Suite de la page 16

on n'a pas de foncier on s'effondre et on s'épuise obligatoirement au fil des matches. Après des débuts hésitants, face à Trinidad (4-4), l'équipe hésitante a battu Surinam (3-0). Lors du dernier match de groupe, face au Mexique, elle a fait illusion avec un nul (1-1), frôlant même le succès, mais dans une compétition à la cadence d'un match chaque deux jours, la stratégie serait de se qualifier dès la deuxième journée, de rouler l'effectif en jouant avec des réservistes pour conserver du jus, mais tout ceci lorsque l'équipe est en jambes et surtout avec un groupe de niveau égal, mais sans aucune préparation, l'équipe a paru vidée, sans jus, fatiguée face à la Jamaïque, d'où ces grosses erreurs individuelles sur les deux buts encaissés et ces fautes inutiles pénalisées d'expulsion, sans compter les gros espaces laissés aux Reggae boys, alors que l'équipe était très organisée et disciplinée, face au Mexique. L'entraîneur Angelot pouvait bien tout concevoir, en organisation de jeu, comme l'a souligné la presse mexicaine, mais ayant reçu un groupe sans condition de base, les erreurs individuelles ayant entraîné les deux buts jamaïcains, et les expulsions étaient prévisibles, surtout inévitables. On n'improvise pas en football. Sans conditions physiques, on s'épuise au fil des matches, le talent sans le travail peut aider, peut être sur un match mais dans un tournoi de haute intensité. on s'épuise au fil des rencontres, et la catastrophe est au rendez-vous.

Dommage! Peut-on seulement se dire, car le travail qui a été fait avec les jeunes, dans le football haïtien, a encore été manifeste dans un match comme celui contre le Mexique, mais au lieu d'incriminer l'arbitrage et d'invoquer d'autres facteurs, la presse haïtienne ferait bien de fustiger l'irresponsabilité des dirigeants incompétents, et surtout irresponsables, avec cette pratique nouvelle et idiote dans le football de bâtir « <u>voup-voup</u> » aujourd'hui, la veille des équipes soit disant nationales et participer pour participer, pour continuer à recevoir d'éventuelles subventions pour mettre fin à cet irrespect du pays, puisque le jeu a ses règles. Le pays, si pauvre qu'il soit, avait pris l'habitude de respecter son drapeau en travaillant deux fois plus que les ténors en préparant ses sélections longtemps avant et même d'envoyer les jeunes dans de coûteux tournois en Europe pour leur donner le rythme adéquat. Les périodes et dates des compétitions sont définies dans les règlements et

connues de tous des années avant avec le rythme d'un championnat tous les deux (2) ans. Et ce qui arrive en ce moment deviendra plus grave, d'année en année, car, depuis deux ans, avec ce comité les jeunes, de 8-10-12-14 ans, qui étaient déjà en formation et en préparation pour les compétions CONCACAF/ FIFA de 2028-2030-2035, dans les académies régionales de province et à Camp Nous, ont été renvoyés et démobilisés sans raison, le matériel d'entraînement repris par la FHF, pourquoi ? les coaches impayés et révoqués dans toutes les villes, donc, au fil des ans, si l'on ne relance pas ces académies d'initiation et de formation, ou faire un « leve kanpe » dans toutes les villes, pour forcer les responsables à remettre immédiatetris». Ce n'est pas de la prophétie « Nou deja nan rout kraze plat poutan tout ayisyen fèmen bouch yo san di anyen, epi peyi a plonje ak tout foutbol la».

Cette sélection de 20 ans, bourrée de joueurs de talents, dirigée par un staff compétent, mais partie pour Honduras sans entraînement, en est la preuve. En tout cas, Haïti prend une double élimination Indonésie 2023, pour les U20, et Paris 2024, en U23

Le football haïtien s'enfonce

D'ailleurs, ce sont des humiliations en série, avec des défaites honteuses, qui font perdre le capital de confiance, et surtout l'espoir de sortir de la misère, de trouver « youn vi miyò » pour des tous les dirigeants, qui étaient élus et, avec eux, tous les coaches contraints de fuir leur pays, des éducateurs, qui, avec uniquement de modestes frais, se sacrifiaient pour enseigner le football à de jeunes compatriotes. Et la FIFA a placé à la tête de notre football des amis à lui sans passion pour le jeu et sans attache avec les clubs et qui détruisent le jeu.

Le Centre technique national dévalisé

Tous, des sans foi ni loi, depuis cette triste année 2020, c'est la dégringolade accélérée de notre football, dont on disait pourtant que c'était la seule activité en excellente santé au pays. Ainsi, depuis l'année 2020, non seulement on n'a pas joué au football dans le pays, pas de compétitions

le, alors qu'au précédent championnat de 20 ans, nos filles avaient partagé les points (1-1) face aux Américaines, en demifinale.



Un mois plus tard, en cachette, on appelle, au téléphone et donné rendez-vous à d'anciennes U17 du Centre, à la gare d'autobus, qui voyagent à destination de Santo Domingo. Ces filles, rebaptisées Sélection U17, qui avaient laissé Camp Nous, depuis plus d'une année, maintenant en route vers Santo Domingo, quelques jours avant le tournoi FIFA/CONCACAF éliminatoires. Cette équipe allait faire l'histoire, négativement, bien sûr, puisqu'elle a été la toute première équipe féminine haïtienne battue par une équipe dominicaine. Deux ans auparavant, ces mêmes filles avaient laminé ses adversaires de la Caraïbe, à Porto Rico (20-0, 24-0), en tout 54 buts marqués contre zéro (0) encaissé. Ces filles avaient laissé le Centre Goal plus d'une année avant et depuis n'avaient effectué aucun entraînement. L'une des joueuse, épuisée, a frôlé l'accident cardiaque, en cours de match, pour efforts physiques sans préparation.

Les U15 féminines en juillet aux USA

Haïti a encore deux (2) sélections de jeunes devant participer à des compétitions internationales. D'abord, les U15 filles, qui avaient fait un brillant parcours, pour devenir championnes de la Caraïbe, en juillet 2021, en République dominicaine. Elles étaient très fortes, mais avaient démobilisé, le jour même de leur retour de la République voisine, l'an dernier et n'ont plus eu de rapport avec la FHF, au grand chagrin des parents, puisqu'elles viennent de passer une année sans entraînement et sans même aller à l'école. Elles doivent disputer le Championnat U-15 de la CONCA-CAF, au début de juillet, en Floride, aux USA.

Avant le challenge, l'année dernière, elles avaient été rappelées pour s'entraîner une quinzaine de jours, au Centre Goal, avant d'aller en République dominicaine. Dans le Championnat U15 de juillet prochain, de la CONCACAF, elles sont classées en Ligue 1, le niveau le plus élevé, avec les USA, le Canada, le Mexique, Costa Rica etc. Elles sont donc en haute compagnie, jusqu'à cette semaine, elles étaient encore chez elles, dans les ghettos de misère. Sans doute, va t'on les rappeler bientôt, mais

Suite en page 13



ment en activité ces structures de formation de jeunes, en plus que la FHF n'arrête pas de persécuter les académies privées, pourtant une structure essentielle, comme la Ligue nationale de jeunes, uniquement parce que des dirigeants ont des intérêts pour que leur entité soit « sèl kòk ki chante » dans le placement de jeunes joueurs futurs pros à l'étranger, on risque la catastrophe. Déjà, en filles comme en garçons, la République dominicaine nous dépasse, d'autant qu'elle a l'Espagne comme support, avec le Réal, Barcelone, Séville, Valence ayant des académies bien installées sur place.

Rouvrir Camp Nous et les Académie de province sont ces exigences que font les clubs affiliés, depuis deux ans, au comité de facto de la FHF en sensibilisant et en écrivant chaque semaine à la FIFA, qui fait la sourde oreille, puisque trop riche pour s'occuper de va nu pied pauvres d'Haïti ne lui rapportant pas de droits de TV ni de sponsors riches. Dommage, surtout que la presse du pays est indifférente, et même la population n'appuie pas la bataille des clubs, « pita ka pi

milliers de jeunes Haïtiens, grâce au football.

Il est vrai aussi que le pays n'est pas gouverné, car ces crimes contre 600 jeunes espoirs et gloires d'Haïti aggravés par la démolition de 12 à 15 000 jeunes des académies de jeûnes, sans compter des centaines d'écoles de football dirigées par des coaches bénévoles, qui sont démobilisés et vivent sans espoir ni objectif, tous ces crimes sont commis, et l'État ne dit rien, alors que le programme de développement du football des jeunes fait l'objet d'un engagement écrit avec l'-État haïtien. Dans cette affaire, la FIFA viole la souveraineté du pays au-delà des limites que lui permet l'indépendance du sport (crimes contre la justice haïtienne dans l'affaire du complot, crime contre de jeunes gloires haïtiennes, en décidant n'avoir de compte à rendre qu'à elle, surtout dans le cas Camp Nous, donc la fermeture d'un centre d'éducation reconnu et en partie financé par l'État.

Ces humiliations s'additionnent dans l'indifférence de tous. D'abord, de la FIFA, qui détruit ce qu'elle avait largement contribué à construire, en révoquant nationales officielles, à tous les niveaux. On ferme le Centre technique national FIFA Goal, en renvoyant les 600 jeunes joueuses et joueurs et nombre d'autres joueurs seniors que la FHF hébergeait sans coût pour les clubs de la capitale, qui y vivaient et s'entraînaient chaque jour pour représenter dignement et brillamment Haïti, dans les tournois internationaux.

Tout le matériel sophistiqué d'entraînement et de soins volé, cette catastrophe est aussi un manque suprême de respect pour la patrie, que de faire subir des humiliations à répétition au pays en engageant des sélections nationales sans préparation dans les compétitions internationales. Ainsi, en mars dernier, au Centre olympique, on réunit, pendant une (1) semaine, des joueuses qui étaient sans activités sportives, depuis deux ans, qu'on pourrait même qualifier d'anciennes joueuses, puisqu'elles étaient coupées du football, depuis très longtemps, certes, pourtant connues pour leurs talents, mais privées longtemps de tout contact avec les ballons. Ces filles U20 sont éliminées, laminées par les USA 6-0, en quart de fina-



plus d'une année sans jouer et presque sans s'entraîner, sans soins, sans alimentation adéquate, et deux ans sans préparation foncière, sans support nutritionnel, ni médical avisé, que peuton espérer des U15 ? Un arrêt total et brutal d'activités sportives, à la période cruciale de leur formation, elles que la FHF espérait, après 7 ans de travail, placer dans de grands clubs, d'Angleterre, d'Espagne (le Réal, de grands clubs d'Europe viennent de se lancer en foot féminin) ont peut-

être tout perdu de leurs qualités.

Pour l'avenir, le plus inquiétant, ces filles de 15 ans, aujourd'hui, sont la dernière promotion de filles qui étaient en formation, recrutées de Camp Nous; et comme les petites de province et des académies de province aussi, elles aussi ont été démobilisées, arrive la question que va faire Haïti, dans les prochaines années, pour monter des sélections U14 et U17.... donc, à coup sûr, une grosse chute de notre côte de résultats en football féminin. Les filles licenciées seniors, en France, et les quelques-unes dénichées, aux USA et

au Canada, resteront donc les seules footballeuses haïtiennes d'un certain niveau, mais seront l'arbre qui masque cette foret ravagée et démantibulée par Monique André, encore même si le diable Billy, qui les maltraite, n'a pas fini de les détruire, car ce démon n'ayant pas d'état d'âme, là encore les autorités du pays ne disent mot.

Vite arrêtez la destruction

On se posera toujours la question de savoir pourquoi on a arrêté brusquement les activités de détection de formation de jeunes joueurs et joueuses en Haïti. Les fans, l'État ne disent mot. Seuls les clubs affiliés de football luttent pour faire cesser le massacre. Même l'État, que les clubs essayaient de sensibiliser, à travers le ministère de Sports, a refusé d'écouter la famille du football. La ministre des Sports, Mme Rival, une femme, d'abord, et surtout originaire d'une famille de football féminin, les frères Rival, qui ont fondé un des plus respectés clubs de football féminin du pays. Aigle Brillant, ne semble être guère émue par le crime de rejeter dans la misère de jeunes footballeuses espoirs du pays et de leur famille, puisque, récemment, elle a refusé de recevoir les délégués des clubs, après leur avoir donné rendez-vous par

Qui va dire un mot pour notre football, que les bandits sans armes, mais cruels sont en passe de détruire? Les très rares de nos jours, les champs de bataille des nations sont transportés sur les terrains de sport où les sportifs luttent pour affirmer l'honneur et leur suprématie. Haïti dilapide son capital et laisse des Koné, des traîtres détruire le prestige de leur pays.

J.B.

LE GANG 5 SECONDES VA-T-IL CONTINUER SES CONQUÊTES ?

Izo menace d'envahir le Sénat

Les élus ont-ils évacué vraiment l'immeuble?

Suite de la page 1

Selon une source, généralement fiable, Izo a dirigé un appel téléphonique au sénateur Jean Marie Ralph Faithière, questeur du Sénat, pour lui demander de lui verser une forte somme d'argent, de toute évidence, en guise de rançon, pour s'entendre répondre d'une manière qui ne lui plaît nullement.

D'après cet informateur, qui estime prudent de ne pas révéler son identité, prétend que Izo a demandé que lui soient versés 50 millions de gourdes de la caisse du Sénat, dans le meilleur délai. Son interlocuteur n'a pas hésité à lui répondre que cette institution ne détient pas de fonds et que le ministre des Finances et des Affaires économiques est celui qui assure pareille opération.

À ces mots, le chef des bandits de Village de Dieu a fait savoir qu'il fera le déplacement avec ses hommes, dans le cadre d'une descente visant l'occupation du Sénat.

À la suite de l'envahissement suivi de l'occupation, jusqu'à date, du Parquet de Port-au-Prince, logé également dans l'aire du Bicentenaire, à un coup de pistolet du Sénat, le mot d'ordre aurait été donné pour que soit évacué l'institution. Aussi, le tiers du Sénat, soient les dix sénateurs qui s'y trouvent régulièrement, auraient décidé de vider les lieux immédiatement. Cette décision a été prise sans la moindre hésitation les honorables sénateurs auraient déterminé que toute tergiversation aurait pu coûter leur prise en otage, au cas où ces criminels auraient été déjà en route.

Le Sénat est-il acculé au chômage ?

On se demande si le questeur du Sénat a fait preuve de sagesse, de la manière dont il a géré sa conversation avec Izo, qui dispose de tous les atouts pour faire en sorte que Faithière obtempère à sa demande. Il faut donc se demander si l'évacuation en catastrophe de l'immeuble signifie que les honorables sénateurs seront obligés de rester loin de leur lieu de travail, jusqu'à ce qu'une heureuse solution soit trouvée. Ou bien le gouvernement du Sénat va-t-il prendre les dispositions pour siéger et effectuer leur travail ailleurs?

Il semble que ces deux options ne soient guère rassurantes, car personne ne peut prévoir quelle décision va prendre Izo pour faire face à cette situation. Il est aussi possible que les dix sénateurs soient pris comme cibles de kidnappings individuels. Un cas qui pourrait traîner indéfiniment en longueur, vu que les malfrats possèdent toutes les ressources qu'il faut pour mener cette affaire jusqu'à sa conclusion logique, soient, au mieux, par des négociations qui pourraient culminer au paiement d'une rançon, au nom du Sénat, par les autorités politiques; au pire par des opérations de descentes de substituts sur d'autres institutions étatiques.

Voilà une première institution régalienne entre les mains des bandits, mettant au chômage, juges, personnel du Tribunal, avocats et autres, sans que les forces de l'ordre ne soient mobilisées pour les déloger. Cela signifie que l'État a concédé leur victoire. Il n'est donc pas étonnant que Izo met le Palais national sur la liste de sa prochaine attaque. Dans cet ordre d'idées qu'est-ce qui l'empêcherait de diriger une offensive sur n'importe quel autre immeu-

ble administratif?

Pour revenir à l'appel téléphonique d'Izo, au sénateur Féthière, il semble que cette communication adressée au questeur du Senat ne soit pas venue de rien. Tout semble indiquer que le chef du Gang 5 Secondes a l'habitude d'imposer des rançons à des institutions étatiques. D'ailleurs, certaines rumeurs font croire que des ministères ont l'habitude de verser des paiements aux bandits. Aussi ces mêmes rumeurs, ont fait savoir d'autres gens, feraient savoir que l'envahissement du TPI s'est produit parce que les autorités n'ont pas effectué, de manière ponctuelle, le paiement qu'elles devaient faire au profit de ce caïd criminel.

La Police dans l'attente d'une nouvelle cargaison d'armes et d'équipements

Dans la foulée de l'attaque d'Izo et ses hommes, contre le Parquet de Port-au-Prince, la Police a indiqué qu'elle attend la livraison prochaine d'une nouvelle cargaison d'armes dernier cri et de munitions, de gilets pare-balles, d'au moins une centaine de véhicules blindés, ainsi que des drones, qui doivent arriver prochainement.

Les autorités haïtiennes avaient, dans un premier temps, connu une certaine préoccupation, par rapport à l'arrivée sans encombre de ces équipements, en raison de l'embargo sur l'acquisition d'armes dont Haïti a été victime, embargo décrété par le Département d'État américain, mais qui a été levé, récemment.

L'idée de cet embargo déroute les observateurs, car les malfrats sont en mesure de faire l'acquisition de toutes les armes et munitions dont ils ont besoin, alors que la Police nationale, une institution régalienne, se voit interdire d'accéder à ces armes. Une raison, dit-on, qui justifie l'infériorité des agents de Police, face aux gangs armés, qui ont des armes de gros calibres et des munitions à-gogo, tandis que les policiers ne possèdent pas suffisamment de celles-ci pour mener un affrontement à long terme contre les bandits. On prétend qu'ils sont obligés de retraiter, face aux criminels, après seulement quelques minutes d'échanges de coups de feu. On se demande si le silence des autorités se gardant de riposter contre les troupes d'Izo ayant mis leur grappin sur le Palais de Justice se justifie par l'attente de nouvelles armes qu'attend la Police, pour lancer la contre-offensive.

Une telle idée ne serait pas à conseiller, puisque, une fois ces nouveaux engins arrivés, il faut du temps pour apprendre à les opérer.

Tout cela dit, il semble que cette perspective de remise en condition de la PNH, avec l'arrivé d'équipements modernes et sophistiqués, préoccupe au plus haut point la pègre. Car, au cours

des bandits ont été interceptés quittant la capitale pour se réfugier dans les provinces. On peut signaler, par exemple, la capture d'au moins cinq mafiosi par la brigade mise sur pied par le commissaire du gouvernement de Miragoâne, Jean Ernest Muscadin, après l'exécution de Zo Pwason. De même, plusieurs d'entre eux ont eu des affrontements sanglants avec des brigades mobiles de la PNH, alors qu'ils tentaient de traverser la frontière haïtianodominicaine. Presque en même temps, au moins un autre bandit a été capturé par des militaires dominicaine, après qu'il eut traversé en territoire dominicain s'éloignant d'Haïti.

de ces dernières trois semaines,

Depuis l'annonce du réaménagement de l'arsenal de la PNH, dans les prochains jours, un regain d'assurance commence à émerger au sein des forces de l'ordre. Il reste à saisir quelles chances de succès auront les prochaines opérations contre les criminels de toutes catégories avec tant de policiers dévoyés au sein de l'institution.

L.J.





NOUVELLES BRĒVES EŢ COMMENTAIRES L'ACTUALITÉ EN VRAC

Suite de la page 3

C'est bien cet homme dont les partisans réclament comme « Papa pour sauver Haïti » à ce moment crucial de l'histoire de ce pays martyr. Alors, avec ses millions, fruit de la corruption, et jouissant de l'impunité, c'est Jean Bertrand Aristide qui reviendrait pour achever son œuvre de destruction d'Haïti? La nation est avertie!

*Un scandale de passeports à l'ambassade d'Haïti à Washington

Depuis des mois, c'est un vacarme assourdissant aux environs de l'ambassade d'Haïti, à Washington, au 2311de l'Avenue Massachusetts. En effet, plus d'une centaine de citoyens et citoyennes, dont les passeports ont expiré, viennent de partout, jusqu'à Washington pour obtenir le précieux document.

Dans une conversation téléphonique avec l'ambassadeur Bocchit Edmond, tout est clarifié. Les consulats n'accompagnant pas les demandes de passeports des fonds requis, l'ambassade n'est pas autorisée à faire droit à leurs demandes. Un exemple frappant : Le consulat d'Haïti à Chicago a une dette envers l'ambassade de 38 mille dollars US (38 000,00 \$). Ainsi, quelqu'un/ une de Chicago voulant avoir un passeport ne l'obtiendra pas à ce consulat, car il est interdit de faire des demandes de passeports avant d'avoir payé ces frais. Alors, le déplacement jusqu'à Washington est indiqué. Ceci tient aussi pour d'autres citoyens à travers les États-Unis.

L'ambassadeur dit avoir pris des mesures pour mettre fin au vacarme qui a bouleversé toute la zone, causant des complaintes de a part des voisins, surtout de l'ambassade du Chili. Dorénavant, ceux qui viennent à Washington pour obtenir un passeport s'acquittent des frais, remettent les documents requis et s'en vont chez eux. Le document leur sera envoyé par poste. Ainsi a-t-on solutionné le problème des gens qui attendaient toute la journée, se baladant ici et là, laissant des déchets un peu partout, attendant que leur document soit prêt le même jour. Une impossibilité quand ils sont plus d'une centai-

Et l'on apprend que le coût du passeport est de 125 dollars US pour adulte et 100 pour mineur (125,00 \$ et 100,00 \$). Mais aux différents consulats, le coût varie. Certains consulats font payer jusqu'à USD 300 dollars (300,00 \$) pour un passeport. Un commerce sordide!

Il y a aussi d'autres problèmes quand les consulats n'envoient pas les demandes à temps. Par exemple, le 1^{er} juin, l'ambassade a reçu du consulat haïtien de la Guyane française un lot de plus de 2 000 demandes de passeport, couvrant les mois de février, mars, avril et mai. Heureusement,



Elizabeth Cheney

la somme correspondant à la demande était aussi incluse. Mais, les demandes sans la valeur correspondante ne seront pas honorées.

La faute imputée au ministère des Affaires étrangères, car le poisson pourrit par la tête

Selon ce que j'ai appris, le ministère des Affaires Étrangères est responsable de ce désordre qui remonte à l'époque où Claude Joseph était ministre. Il avait placé ses proches à la direction de plusieurs consulats. Bien qu'il ne soit plus là, certains d'entre eux occupent encore leurs postes, comme à Chicago, où l'administratrice est l'épouse de son frère et le consul le parrain de l'un de ses fils. Ainsi de suite. Mais Claude Joseph n'est plus du sérail depuis tantôt un an. Alors, il ne serait pas responsable du fait que les employés du corps diplomatique soient restés impayés depuis six mois. Voilà ce qui, en grande partie, explique le scandale des passeports à l'ambassade. Car les différentes missions diplomatiques font le « dap piyan » (accaparent) l'argent des demandeurs du précieux document, sans fournir de service.

A signaler qu'un scandale pareil existait en 2004, quand j'avais pris contrôle de l'ambassade d'Haïti à Washington, qui opérait de façon similaire, sous l'administration Lavalas. D'ailleurs, c'est Aristide qui avait changé le protocole de fonctionnement lors de son exil doré à Washington (1992-1994), exigeant que les passeports des citoyens haïtiens à l'étranger, même en République dominicaine, soient émis à partir de Washington. Ayant été reconnu président d'Haïti durant son exil, il en profitait pour s'approprier

d'autant de fonds de l'État à l'étranger possible, tels des compagnies de téléphone. J'avais mis de « l'ordre dans le désordre », comme on dit. Un mois après mon arrivée, le transfert mensuel à la caisse publique passait à quelque 250 mille dollars (250 000,00 \$), en guise des 60 mille (\$60 000,00 \$) qu'on envoyait. Ma première année (2004), moins 4 mois, le total était plus de 2 millions de dollars (2 000 000,00 \$), et pour ma dernière année complète (2009), c'était plus de 5 millions de dollars (5 000 000,00 \$).

Selon les calculs, actuellement, le fonds des passeports devait générer entre 9 millions et 10 millions de dollars (9 000 000,00 \$ et 10 000 000,00 \$). Si la Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif (CSC/-CA) existe encore, elle devrait, de toute urgence, entreprendre un audit, non seulement à l'ambassa-



Ambassadeur Bochitt Edmond, toute la verite sur le scandale des passeports.

de d'Haïti à Washington, mais aussi aux consulats fonctionnant à travers le monde. Et pourquoi pas au ministère des Affaires étrangères ? Car, « le poisson pourrit par la tête ».

BRIĒVEMENT ICI ET LÀ *Une session vite programmée par le Comité 6 janvier de la

Chambre basse du Congrès américain

On ne s'attendait pas à une séance du Comité, pas avant les vacances du 4 juillet, fête de l'indépendance des États-Unis. Mais, ne voulant pas laisser fuiter le témoignage de Cassidy Hutchinson, l'assistante de Mark Meadows, chef de cabinet de l'ex-président Trump, les députés Bennie Thompson (démocrate) et Elizabeth Cheney (républicaine), président et son assistante du comité ont décidé de passer à l'ac-

Le jeu valait la chandelle. Car, Ms. Hutchinson, 26 ans, a ébloui presque tout le monde par les déclarations qu'elle a faites. Travaillant au bureau du chef de cabinet du président, à moins de 10 secondes de « l'Oval Office », le bureau du chef d'État, elle était au courant de presque tout. Aussi a-t-elle affirmé que, depuis le 2 janvier 2021, quatre jours avant l'attaque du Capitole par les partisans du président, tout était prêt, et que Rudy Giuliani, l'avocat du chef d'État, était aux anges à l'idée de ce qui se préparait pour le 6 janvier.



Cassidy Hutchinson

Elle a fait savoir que nombre de partisans du président étaient armés quand ils sont arrivés à la réunion, au parc, non loin de la Maison Blanche, à mi-chemin du Capitole, où ils ont été chauffés à blanc par M. Trump, qui ne voyait pas de bon œil les mesures de sécurité mises en place par des officiels préposés à faire passer les gens aux détecteurs d'armes à feu. Car, il y avait environ 10 000 personnes et cela faisait retarder le coup d'envoi. « Mais plusieurs sont armés », on devait lui dire. « Mais ils ne viennent pas pour me faire du mal ». Alors, quand il les a envoyés au Capitole, il savait bien que ce serait une attaque violente.

Toujours selon son témoignage, Ms. Hutchinson indique que le chef du service secret chargé de la protection du président, Robert « Bobby » Engel, n'était pas d'accord que le président aille au Capitole avec ses partisans, tel qu'il le voulait. Après qu'il ait harangué la foule, avant de prendre place à bord du véhicule mis à sa disposition, il demandait d'être conduit au Capitole. S'étant vu refuser cette demande, il a voulu prendre le volant, ce qui a donné lieu à une altercation. À son corps défendant, les officiels du Service secret l'on ramené à la Maison-Blanche.

Une dernière révélation de Ms Hutchinson vaut tout son pesant d'or. L'avocat Rudy Giliani et le chef de cabinet du président, Mark Meadows, avaient demandé que celui-là leur accorde le « pardon ». Ce qui sous-entend qu'ils savaient qu'ils ont commis des actes passibles de poursuite. Un témoignage hors de l'ordinaire. On comprend pourquoi Donald Trump a essayé de dénigrer Cassidy Hutchinson, en lançant une attaque verbale contre elle hier (mardi) après-midi.

*En Colombie la gauche a gagné aux élections du 19 juin. Gustavo Petro est le premier gauchiste élu président de la Colombie et la vice-présidente, Francia Màrquez, fait histoire dans de ce pays, étant la première Noire à gravir cet échelon, telle une Kamala Harris, aux États-Unis, lors des dernières élections de novembre 2020, qui font encore couler beaucoup d'encre et de salive.

*En Ukraine, une attaque contre la population civile fait une vingtaine de morts. Il s'agit d'un « crime de guerre », selon les leaders du « Groupe des 7 » pays occidentaux, s'agissant de l'attaque à l'aide de missile d'un centre commercial de la ville de Kremenchuk, lundi, 27 juin. La Russie nie avoir visé le centre, disant que le feu y a éclaté après une attaque contre un entrepôt d'armes adjacent au centre. Entretemps, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'adressant au Conseil de sécurité des Nations Unies, accuse la Russie de se comporter en « État terroriste », en perpétrant une « tuerie sans pareille » à travers l'Ukraine. La Russie « n'a pas sa place » au sein de l'organisme mondial, dit-

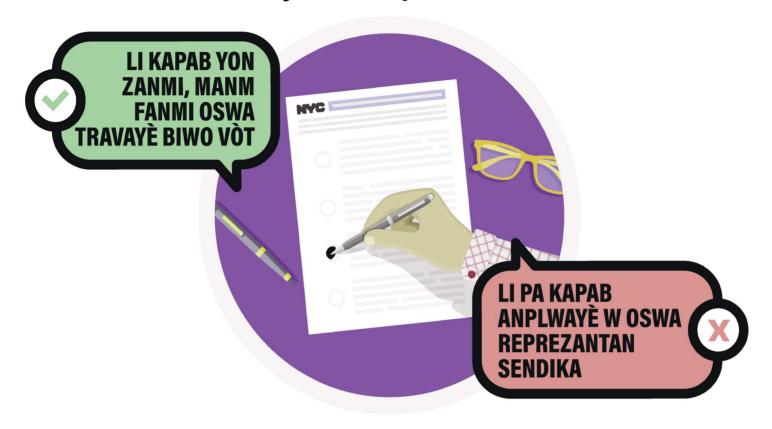
Par ailleurs, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'adressant aux journalistes, lundi, 27 juin, avait dit que « mercredi », aujourd'hui même, la décision serait prise d'inviter la Finlande et la Suède à se joindre à l'OTAN. Question de se protéger contre les visées hégémoniques de la Russie.

*Que s'est-il passé vendredi, au restaurant « Laromate Créole » de Santiago, en République dominicaine? On attend encore un rapport définitif. Mais, le vendredi 24 juin, il y a eu irruption de policiers et d'agents de l'Immigration qui ont procédé à l'arrestation d'une vingtaine de personnes, dont certains étaient munis de documents valides. La police dit qu'il s'agissait d'un gang de trafiquants de passeports et de visas qui a été démantelé. D'autres disent qu'il est question d'un acte arbitraire. Même l'ancien consul haïtien à Santiago, James Jacques, a connu un mauvais moment. Dans une note rendue publique hier, mardi 28 juin, il dit avoir démissionné et déjà de retour en

Pierre Quiroule II 29 juin 2022 raljo31@yahoo.com



Ou ka mennen yon entèprèt nan izolwa vòt la.





🖺 ELEKSYON PRIMÈ MWA JEN 🖺



DIMANCH	LENDI	MADI	MÈKREDI	JEDI	VANDREDI	SAMDI
						18 VÒT Bonè Kòmanse
19	20	21	22	23	24	25
26 VÒT BONÈ FINI	27	28 JOU ELEKSYON	29	la pral gen er	ngajman Sivik ntèprèt nan lar ak biwo vòt y	ng



Name of the Proof of the Proo





Haïti encore éliminé en Coupe du monde U20 hommes

Par Jacques Brave

Le football haïtien connaît encore une nouvelle désillusion. La Sélection nationale U20 est éliminée en Coupe du monde, en huitième de finale, par la Jamaïque, dimanche soir, à San Pedro Sula, en Honduras. Pourtant, il y'a deux ans, Haïti était bel et bien présente au Mondial U17. Dans une logique de progression, Haïti devait être un des favoris pour la compétition U20.

Jamaïque bat Haïti 2-1

On n'a même pas l'excuse d'avoir été écarté par un ténor de la région, loin de là ! Ce qui remplit de honte et nous fait nourrir beaucoup de regrets, puisque la Jamaïque, largement battue en poule et arrivée, de justesse, à ces huitièmes, avait une équipe très moyenne, qui n'a pas montré grand-chose durant ce match; la Fédération haïtienne de football (FHF), depuis deux ans, savait bien qu'elle était qualifiée pour cette compétition, en raison de

ses bons résultats dans les tournois antérieurs, mais étonnement avait décidé de démobiliser tous les jeunes garçons, dont la généjeunes garçons en formation au Centre FIFA Goal.

D'ailleurs, puisqu'elle n'avait plus ou pas d'équipe, la FHF être exclue de toutes les compétitions, donc forcée par la FIFA et la CONCACAF, la FHF a improvisé une équipe en recrutant à la



Selection nationale haitienne U20.

ration U20, en octobre 2020, du centre où ils vivaient depuis l'âge de 12 ans, en renvoyant tous les

avait même déclaré officiellement forfait, le 2 juin dernier, pour le tournoi, mais menacée d'- va vite joueurs et coaches quasiment une semaine avant le coup d'envoi, pour satisfaire aux injonctions. Comme il n'y a aucun championnat au pays, depuis plus de deux ans, surtout en plus le Centre FIFA Goal et l'Académie Camp Nous, qui était le laboratoire qui façonnait les générations, et qui travaillait toute l'année avec les sélections de jeunes, en vue de les préparer pour les championnats internationaux, c'était donc une équipe sans aucune préparation basique.

Mais, Dieu soit loué, certains clubs s'étaient multipliés pendant cette longue vacance sportive, à travers de petits tournois régionaux, et surtout le Violette et l'-Arcahaie FC avaient récemment disputé la Coupe des Caraïbes, à certains de ces jeunes, qui avaient conservé un peu de jus additionné à leur talent immense, ont permis aux U20 de faire illusion, au début du tournoi. Il ne faut pas oublier qu'en football, quand on a une bonne préparation, on monte en puissance au fil des matches et au contraire quand on

Suite en page 12

ELIMINATOIRES MONDIAL U20-CONCACAF

Le miracle n'a pas eu lieu, Haïti éliminée en 1/8 de finale

Par Ricot Saintil

C'était trop beau pour être vrai, la folle aventure des Grenadiers dans les éliminatoires du Mondial Indonésie 2023 s'est arrêtée en 1/8 de finale, face à la Jamaïque, victorieuse au terme des 90 minutes, 2 buts à 1. Les Haïtiens se sont mis dans un sale pétrin dès l'entame de la rencontre en concédant l'ouverture du score (3e), ils ont, par la suite, évolué en infériorité numérique, après une intervention trop musclée de leur capitaine Fernando Cicéron, expulsé à la 25^e minute, sur un carton rouge direct.

Une première période agitée, soldée sur le score d'un but à zéro en faveur des « Reggae Boys ». Au retour des vestiaires, les poulains d'Angelo Jean-Baptiste n'ont pas baissé les bras, en effet, Watz Leazard, auteur d'un très bon tournoi, a enrhumé l'un des défenseurs jamaïcains avec un double crochet avant de déposer le ballon sur la tête de l'inévitable Steevenson Jeudi, qui ne s'est pas fait prier en trouvant l'égalisation (50^e minute). Il en profitait pour inscrire son 5e but dans la compétition et remettait, du même coup, Haïti dans le match. Mais l'expulsion de Duckens Sanchez Pierre (à la 74^e minute), écopé d'un deuxième carton jaune, a compliqué la situation des Grenadiers, qui ont concédé un autre but (83e) dans les dernières minutes du match, sans capacité de riposte. Haïti est donc éliminé et ne verra pas Indonésie 2023.

Le parcours de la Sélection haïtienne des moins de 20 ans, dans la phase de groupe des éliminatoires du Mondial Indonésie 2023, relève de l'impensable, tant les conditions entourant sa participation dans ce tournoi étaient compliquées. Les Grenadiers ont néanmoins surpris tout le monde, notamment dans le match fière allure qu'ils ont livré face à leurs homologues du Mexique (0-0). L'entraineur haïtien Angelo Jean-Baptiste, arrivé en sauveur, à la rescousse d'une cause perdue, a su exploiter les qualités individuelles de chacun de ses joueurs pour bâtir un collectif solidaire et travailleur. Après un match nul pour sa première sortie contre Trinidad (4-4), une victoire encourageante, face au Suriname (3-0) et un match nul (0-0) tof contre l'équipe mexicaine, les Grenadiers ont rêvé grand. Ils croyaient pouvoir défier les fondamentaux d'une bonne préparation en football pour s'inviter par la grande porte en Indonésie. Mais leur rêve de qualification s'est vite transformé en cauchemar, face à une laborieuse équipe jamaïcaine, qui s'est contentée d'exploiter les erreurs de l'équipe haïtienne, et surtout profiter des limites physiques des Grenadiers, qui ont accusé plusieurs retards dans leurs interventions durant tout le match. Ces retards n'avaient pas d'autres conséquences que des interventions illicites sanctionnées sévèrement par l'arbitre central, qui a expulsé deux joueurs haïtiens à chaque mi-

Une seule chose peut expliquer cette mésaventure des petits Grenadiers, face à la Jamaïque, le dimanche 26 juin, dans la course pour la qualification, l'absence ou le manque de préparation. De manière relative, on peut parler d'une préparation à l'emportepièce, c'est-à-dire, qui ne respecte aucunes normes, aucuns principes élémentaires d'une préparation adéquate d'une équipe de football professionnel, engagée dans une compétition internationale. Objectivement, pour une sélection dont les principaux joueurs sont des locaux et ne jouent pas depuis tantôt deux ans,

faire un rassemblement à la dernière minute pour aller jouer face à des adversaires qui sont en préparation continue, et qui jouent des matchs amicaux régulièrement, était un acte suicidaire. Néanmoins, rien d'étonnant, c'est le mode de gouvernance du Comité de normalisation, dont la mission n'est autre que de rendre vulnérable, voire anéantir toutes les équipes de jeunes. Avec cette élimination, Yvon Sévère, Monique André, leurs alliés et la FIFA peuvent se donner un satisfecit d'avoir réduit à néant toutes les chances de participation de toutes nos sélections de jeunes à une compétition internationale.

L'illusion d'une qualification s'est vite envolée, les masques sont tombés des visages des membres du Comité de normalisation qui, comme nous le répétons toujours, ne sont pas à la hauteur. Bref, passons à autre chose, ces gens nous dégoutent tellement. Au-delà de leurs dérives, il y a des choses positives à retenir de ces éliminatoires.

En effet, deux d'entre elles retiennent notre attention. D'une part, il y a incontestablement le talent exceptionnel des petits Grenadiers ; d'autre part, la compétence et la maturité de l'entraî-

neur Angelo Jean-Baptiste. Ce dernier a pris le risque d'être ridiculisé, en cas d'élimination précoce ou d'une participation humiliante. Cependant il a réussi son pari. Nous sommes tous unanimes à reconnaitre son management, son leadership et son langage fluide à se faire comprendre de tous. C'est un entraîneur qui peut aider le football haïtien à grandir davantage. Pour les talents, nous avons été servi. Du portier, en passant par la charnière défensive, le milieu et l'attaque, l'équipe haïtienne comptait dans son rang une pléiade de joueurs exceptionnels. Les locaux ont encore montré tout leur potentiel, malgré la situation délétère actuelle du football haïtien. Bravo à eux! Malgré tout, ils n'ont pas pu empêcher l'élimination, c'était inévitable, pas la défaite face à la Jamaïque, mais l'élimination. Tôt ou tard, les déficits liés au manque de préparation allaient finir par nous rattraper, la Jamaïque, malgré elle, en est la bénéficiaire. La grande question, celle qui restera sans réponse : Que vont devenir ces Grenadiers, après la compéti-

R.S.